



**CHOISY***le* **ROI**

Place Gabriel péri  
94600 Choisy-le-Roi  
[www.choisyleroi.fr](http://www.choisyleroi.fr)  
☎01.48.92.44.44

## *Procès-verbal de la séance du Conseil municipal du*

### *Mercredi 19 novembre 2025*

---

Le dix-neuf novembre deux mille vingt-cinq à dix-neuf heures neuf, le Conseil municipal de la commune de Choisy-le-Roi, légalement convoqué à domicile par écrit le jeudi 13 novembre 2025, s'est réuni Salle du Conseil municipal — Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Tonino PANETTA, Maire.

#### **Étaient présents :**

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, POUDY Franklin, CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, DESPRES Catherine, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, LEMOINE Nathalie

#### **Étaient représentés :**

M. ID ELOUALI Ali	mandat à OMRANE Alain (en cours de séance)
Mme DIMNET Jocelyne	mandat à Mme OSTERMEYER Sushma
Mme FADLI Hafida	mandat à Mme FONTAINE Sabrina
Mme BEZACE Mathilde	mandat à Mme HACHE Bénédicte
Mme FOURNIER Laura	mandat à Mme GAULIER Danièle
Mme BOUGUEROUA Hamida	mandat à M. CHALBI Yacin
M. AOUMMIS Hassan	mandat à Mme DESPRES Catherine
M. HUTIN Sébastien	mandat à Mme FOURNIAUD Martine

#### **Étaient absents :**

Mme DOS REIS Sabrina  
Mme BENKAHLA Malika  
M. BANCE Stéphane (à compter de la délibération 25 110)

**Secrétaire de séance :** Damien DESROCHES

## Sommaire

→ Désignation du secrétaire de séance .....	4
→ Appel.....	4
→ Approbation du procès-verbal de la séance du 24 septembre 2025. ....	4
<b>RESSOURCES HUMAINES .....</b>	<b>5</b>
→ Modification du tableau des effectifs du personnel communal .....	5
<b>FINANCES.....</b>	<b>6</b>
→ Budget 2026 – ouverture anticipée de crédits – Investissements .....	6
→ Attribution d'acomptes de subventions au Théâtre Cinéma et au Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Choisy-le-Roi – Budget 2026 .....	7
→ Admission en non-valeur de créances irrécouvrables – Budget annexe des parkings .....	7
→ Non restitution de retenues de garantie pour prescription quadriennale ou disparition de la société titulaire du marché – Budget principal.....	8
→ Non restitution de retenues de garantie pour prescription quadriennale ou disparition de la société titulaire du marché – Budget annexe des parkings .....	9
<b>URBANISME .....</b>	<b>10</b>
→ Majoration de la part communale de la taxe d'aménagement dans certains secteurs de la commune .....	10
→ Désaffectation et déclassement du domaine public communal de la rue Marco Polo (ZAC des Navigateurs – Cosmonautes) .....	10
→ Cession de la rue Marco Polo (ZAC des Navigateurs – Cosmonautes) .....	11
→ Acquisition du lot C2 dans la ZAC des Navigateurs - Cosmonautes .....	12
→ Approbation de l'avenant n°1 à la convention d'intervention foncière conclue entre la commune de Choisy-le-Roi, l'Établissement Public d'Aménagement Orly Rungis Seine Amont et l'Établissement Public Foncier d'Ile de France .....	13
→ Approbation de l'avenant n°9 au traité de concession d'aménagement de la ZAC du Port – Mise en place d'un pool de trésorerie inter-opérations au sein de la SADEV 94 .....	14
<b>SANTÉ.....</b>	<b>15</b>
→ Reprise en régie directe du Centre Municipal de santé de Choisy-le-Roi .....	15
<b>COMMERCE / MARCHÉS FORAINS .....</b>	<b>24</b>
→ Dérogation au principe de repos dominical à Choisy-le-Roi – Calendrier des ouvertures autorisées pour l'année 2025.....	24
<b>HABITAT .....</b>	<b>27</b>
→ Approbation de la Convention Intercommunale d'Attributions (CIA) du territoire Grand-Orly Seine Bièvre .....	27
<b>DÉVELOPPEMENT NUMÉRIQUE ET DES RÉSEAUX (DNR) .....</b>	<b>28</b>

→ Convention Intelligence Artificielle (IA) du programme Appropriation Métropolitaine.....	28
<b>SÉCURITÉ – POLICE MUNICIPALE .....</b>	<b>31</b>
→ Convention de partenariat entre la commune de Choisy-le-Roi et KEOLIS IDF MOBILITÉS.....	31
→ Renouvellement de la convention de partenariat entre la commune de Choisy-le-Roi et la RATP .....	36
<b>SPORTS .....</b>	<b>36</b>
→ Répartition du solde des subventions aux associations sportives -Année 2025.....	36
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE.....</b>	<b>38</b>
→ Adhésion au SIFUREP de la commune de Neuilly-Plaisance (93).....	38
→ Compte-rendu des décisions L-2122-22 du Code général des collectivités territoriales .....	38

*La séance est ouverte à 19 h 09 sous la présidence de M. Tonino Panetta, Maire de Choisy-le-Roi.*

**M. le Maire** : Bonsoir, chers collègues. Chères Choisyennes, chers Choisyens. Nous allons commencer le Conseil municipal. Vous avez été convoqués dans les formes légales en séance du Conseil municipal.

→ **Désignation du secrétaire de séance**

**M. le Maire** : Conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales, nous avons à désigner un secrétaire de séance. Je vous propose de nommer Monsieur Damien Desroches, qui est très professionnel dans ce rôle. Je pense qu'il est tout à fait d'accord.

Je vais passer maintenant la parole à Monsieur Baranger, notre DGS, pour procéder à l'appel nominal.

→ **Appel**

*(M. Denis Baranger procède à l'appel.)*

→ **Approbation du procès-verbal de la séance du 24 septembre 2025.**

**M. le Maire** : Merci, Monsieur Baranger. Y a-t-il des observations sur le procès-verbal du 24 septembre 2025 qui est joint avec votre convocation ? Madame Fourniaud.

**Mme Fourniaud** : Oui, Monsieur le Maire. Bonsoir à tous et à toutes. En parcourant le procès-verbal, on n'a pas retrouvé, mais peut-être que cela nous a échappé, mention de l'échange entre vous et Monsieur Guillaud-Bataille concernant le Centre Municipal de santé, durant lequel vous indiquiez qu'il n'était pas possible de rémunérer les médecins en utilisant la grille de la fonction publique. Ce à quoi Monsieur Guillaud-Bataille vous avez dit que c'était effectivement possible et que vous pouviez voir cela avec les membres du Conseil Départemental puisque de nombreux médecins, notamment pédiatres dans les PMI, étaient rémunérés de cette façon. On n'a pas retrouvé l'échange.

**M. le Maire** : Le souvenir que j'en ai, c'est qu'a priori ce n'est pas possible, et l'on doit se torturer l'esprit pour rendre cela possible. C'est cela que j'ai dû indiquer. Et aussi qu'il n'était pas possible de les payer à l'acte. C'est là-dessus que nous avons échangé et cela reste d'ailleurs toujours difficile puisque nous allons entreprendre les..., mais cela, nous allons le voir tout à l'heure, a priori, c'est difficile par rapport au salaire que l'on va devoir leur verser.

**Mme Fourniaud** : Oui, mais là on parle plutôt de l'échange qui n'est pas retranscrit dans le procès-verbal du Conseil municipal, on ne parle pas de la faisabilité ou non des choses.

**Référente des Assemblées** : Les échanges sont retranscrits par un prestataire privé. Si les propos sont inaudibles, à ce moment-là, on ne peut pas les retranscrire.

**M. le Maire** : Tout est retranscrit. Vous pouvez demander à réécouter ce qui a été enregistré, et on n'y touche pas puisque c'est une entreprise externe qui est déléguée, comme dans toutes les villes. Et nous, on se sert de cet enregistrement, comme vous pouvez demander à l'écouter.

**Mme Fourniaud** : Dans ce cas-là, je viendrai réécouter la retranscription.

**M. le Maire** : Parfait, vous viendrez, vous pourrez le réécouter, il n'y a aucun souci.

**Mme Fourniaud** : Merci beaucoup.

**M. le Maire** : Avant de commencer l'ordre du jour proprement dit, nous avons malheureusement encore appris une mauvaise nouvelle, concernant le décès de Madame Alexandra Hangard, survenue le 12 novembre 2025. Alexandra Hangard nous a quittés, laissant une profonde tristesse à Choisy-le-Roi. Animatrice depuis 2013, elle a accompagné les enfants avec une bienveillance et une douceur incomparable, que ce soit au centre de loisirs, au club « coup de pouce » ou durant les temps périscolaires. Alexandra avait ce don d'offrir à chaque enfant une écoute attentive et un sourire réconfortant. Malgré la maladie qu'elle a courageusement affrontée, sa force et son souffle venaient des enfants qu'elle chérissait tant. Son souvenir restera vivant dans le cœur des enfants, des familles et de toutes les équipes qui ont eu la chance de croiser son chemin. On peut affirmer qu'elle a fait honneur à la fonction publique. Je vous propose, en son souvenir, de faire maintenant une minute de silence en hommage.

*Une minute de silence est observée*

**M. le Maire** : Je vous remercie.

## **RESSOURCES HUMAINES**

### **→ Modification du tableau des effectifs du personnel communal**

**M. le Maire** : Nous abordons le premier point à l'ordre du jour, qui concerne les ressources humaines. Modifications du tableau des effectifs. Je donne la parole à Monsieur Vasco Coelho.

**M. Coelho** : Bonsoir, Monsieur le Maire. Bonsoir chers collègues. J'ai l'habitude de présenter cette délibération. Pour contribuer au bon fonctionnement des différents services de la Ville, il convient de procéder aux transformations indiquées dans la délibération pour une mise en adéquation des postes existants et des postes à pourvoir, en tenant compte des mouvements du personnel et des recrutements réalisés et en ouvrir l'accès à des agents contractuels. Chers collègues, il nous est demandé de délibérer à ce sujet.

**M. le Maire** : Y a-t-il des interventions sur ce premier point ? Je n'en vois pas. Très bien, c'est voté à l'unanimité.

*Vote de la délibération n°25 096*

Ont voté pour : 41

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRrane EI Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BOUGUEROUA Hamida, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, LEMOINE Nathalie, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n°25 096 est adoptée à l'unanimité.*

**M. le Maire** : Sur l'intervention de Madame Fourniaud, en principe on doit voter l'adoption du procès-verbal, mais du fait qu'il y a cette intervention, que l'on doit vérifier, que vous allez vérifier, je pense que l'on peut quand même le voter avec, c'est inscrit, la possibilité de vérifier, ou on le votera lorsque vous aurez vérifié l'enregistrement. Je vous pose la question.

**Mme Fourniaud** : Nous nous abstiendrons, en ce qui nous concerne.

**M. le Maire** : Très bien. On va le mettre aux voix. Y a-t-il des votes contre ? Je n'en vois pas. Donc abstention : votre groupe.

**Mme Desprès** : Je voudrais prendre la parole. Moi, je veux bien voter pour, à condition qu'il soit stipulé que Madame Fourniaud pourra lire le compte-rendu.

**M. le Maire** : Absolument.

**Mme Desprès** : Dans ce cas, je voterai pour.

**M. le Maire** : Bien sûr, c'est ce que j'ai dit. C'est soit on le vote avec la remarque de Madame Fourniaud qui doit vérifier l'enregistrement, soit on le vote à la prochaine séance, mais comme vous l'avez dit on le vote avec la réserve que Madame Fourniaud doit vérifier l'enregistrement.

Donc, y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? Très bien. Des votes pour ? Le reste. Quatre abstentions. Bien, merci.

*(Le procès-verbal du 24 septembre 2025 est adopté.)*

## **FINANCES**

### **→ Budget 2026 — ouverture anticipée de crédits — Investissements**

**M. le Maire** : Nous passons aux finances. Je vais donner la parole à Madame Francisot sur le budget 2026 pour une ouverture anticipée de crédits.

**Mme Francisot** : Chers collègues, cher public, Monsieur le Maire, bonsoir. Comme chaque année, pour permettre la poursuite des activités municipales, il nous faut jusqu'à l'ouverture du budget prévoir des crédits en investissement. Ces crédits seront pour l'année, le début de l'année, jusqu'au vote du budget, d'un maximum de 5 978 161 euros.

**M. le Maire** : Des interventions ? Je n'en vois pas. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Merci à vous.

*Vote de la délibération n°25 097*

Ont voté pour : Ont voté pour : 41

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRrane El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI

Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BOUGUEROUA Hamida DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, LEMOINE Nathalie, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n°25 097 est adoptée à l'unanimité.*

**→ Attribution d'acomptes de subventions au Théâtre Cinéma et au Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Choisy-le-Roi — Budget 2026**

**M. le Maire** : Toujours les finances. Deuxième point, Madame Francisot.

**Mme Francisot** : Cette fois-ci il s'agit, pour permettre au Théâtre Cinéma et au Centre Communal d'Action Sociale de continuer à fonctionner, de leur attribuer pour l'instant des acomptes de subventions. Donc, pour la régie Théâtre Cinéma de Choisy-le-Roi jusqu'à 440 000 euros ; pour le CCAS jusqu'à 600 000 euros jusqu'à vote du budget.

**M. le Maire** : Merci. Des interventions ? Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Merci.

*Vote de la délibération n°25 098*

Ont voté pour : 41

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRrane El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BOUGUEROUA Hamida DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, LEMOINE Nathalie, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n°25 098 est adoptée à l'unanimité.*

**→ Admission en non-valeur de créances irrécouvrables — Budget annexe des parkings**

**M. le Maire** : La parole est toujours à Madame Francisot.

**Mme Francisot** : Maintenant, il s'agit de voter les admissions en non-valeur de créances irrécouvrables pour le budget annexe des parkings, puisque vous savez qu'on va devoir clôturer le budget des parkings. Là, on propose en admission en non-valeur 9050 euros.

**M. le Maire** : Des interventions ? Non. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Merci à vous.

*Vote de la délibération n°25 099*

Ont voté pour : 41

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRrane El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BOUGUEROUA Hamida DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, LEMOINE Nathalie, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n°25 099 est adoptée à l'unanimité.*

**→ Non restitution de retenues de garantie pour prescription quadriennale ou disparition de la société titulaire du marché — Budget principal**

**M. le Maire** : Madame Francisot, vous poursuivez.

**Mme Francisot** : Merci. Maintenant il s'agit de la non-restitution de retenue de garantie pour prescription quadriennale ou disparition de la société titulaire du marché. Vous savez que dans les marchés, il y a toujours une retenue de garantie jusqu'à fourniture du DGD, donc qui est la fin de ce marché, donc validation, livraison, etc., et il y a des entreprises qui n'ont pas réclamé la restitution de la retenue de garantie, ou qui malheureusement ont fait faillite. Du coup, il s'agit d'acter que ces sommes-là ne seront pas restituées aux entreprises pour ces raisons.

**M. le Maire** : Des interventions ? Non. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Merci.

*Vote de la délibération n°25 100*

Ont voté pour : 41

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRrane El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI



Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BOUGUEROUA Hamida DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, LEMOINE Nathalie, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n°25 100 est adoptée à l'unanimité.*

**→ Non restitution de retenues de garantie pour prescription quadriennale ou disparition de la société titulaire du marché — Budget annexe des parkings**

**M. le Maire** : Nous en avons fini... ah non, encore un point, Madame Francisot.

**Mme Francisot** : C'est exactement la même chose pour les parkings. C'est pareil.

**M. le Maire** : Très bien. Des interventions ? Non. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Merci.

*Vote de la délibération n°25 101*

Ont voté pour : 41

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BOUGUEROUA Hamida DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, LEMOINE Nathalie, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n°25 101 est adoptée à l'unanimité.*

**M. le Maire** : Nous en avons fini avec la partie finances.

J'en profite, c'est juste une information, vous êtes peut-être au courant, mais il est bon de le savoir. C'est que l'un des départements les plus riches de France, je veux parler de la Gironde, avec Bordeaux et ses alentours, a été obligé de faire un budget supplémentaire où il y a près de 100 000 000 d'euros de déficit. Donc ils ont une forte probabilité de passer sous tutelle ou d'être sous un régime de contrôle renforcé. Cela devrait se décider ces jours-ci.

Pourquoi je vous dis cela ? Parce que les finances des collectivités ne cessent de se détériorer. Voilà. Vous êtes tous au courant, mais là, cela se précise encore plus. Dans l'absolu, c'est près de 60 % des départements qui sont dans cette situation sans pour autant qu'ils luttent pour ne pas sortir de déficit. Mais j'ai bien peur qu'il y en ait d'autres qui doivent annoncer un déficit, ce que nous n'espérons pas.

En ce qui concerne notre Département, nous sommes à la limite, et en ce qui concerne notre commune également, comme d'autres, et l'on travaille d'arrache-pied pour qu'un sort pareil ne s'abatte pas sur le Département ou sur la commune. C'est une information importante, parce que qui aurait cru que le Département de la Gironde se retrouve dans cette situation ?

## URBANISME

### → Majoration de la part communale de la taxe d'aménagement dans certains secteurs de la commune

**M. le Maire** : Maintenant, nous abordons l'urbanisme. Le premier point, c'est une majoration de la taxe d'aménagement dans certains secteurs de la commune, essentiellement, en secteur économique, puisque nous avons une taxe d'aménagement qui était bien inférieure à ce qui se pratiquait dans les autres communes. Pour essayer d'avoir des recettes supplémentaires, nous ne touchons pas à la taxe foncière, bien sûr, qui touche les particuliers, mais nous avons augmenté cette taxe d'aménagement avec les secteurs que vous avez dans cette délibération.

Y a-t-il des interventions ? Je n'en vois pas. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Merci.

*Vote de la délibération n°25 102*

Ont voté pour : 41

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BOUGUEROUA Hamida, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, LEMOINE Nathalie, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n°25 102 est adoptée à l'unanimité.*

### → Désaffectation et déclassement du domaine public communal de la rue Marco Polo (ZAC des Navigateurs — Cosmonautes)

**M. le Maire** : Le deuxième point, c'est la désaffectation et le déclassement du domaine public communal de la rue Marco Polo à la ZAC des Navigateurs, puisque nous devons la céder

dans le cadre du NPRU de la rénovation à Valophis pour l'élaboration du nouvel immeuble du centre de loisirs. D'ailleurs, il y a la désaffectation et ensuite la cession de la rue des Navigateurs, c'est la même chose, c'est le domaine public, donc on va la désaffecter et ensuite la céder.

Sur le premier point ou sur les deux points puisqu'ils sont liés, mais on va les voter un par un, sur le premier point, y a-t-il une intervention ? Je n'en vois pas. Des votes contre ? Je n'en vois pas. Abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Merci.

*Vote de la délibération n°25 103*

Ont voté pour : 41

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BOUGUEROUA Hamida DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, LEMOINE Nathalie, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n°25 103 est adoptée à l'unanimité.*

**→ Cession de la rue Marco Polo (ZAC des Navigateurs — Cosmonautes)**

**M. le Maire :** Le corollaire de cette décision, cession de la rue Marco Polo de la ZAC des Navigateurs-Cosmonautes dans le cadre du NPRU à Valophis. Y a-t-il des interventions ? Je n'en vois pas. Des votes contre ? Non plus. Abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Merci. C'est essentiellement technique pour poursuivre l'aménagement de la zone.

*Vote de la délibération n°25104*

Ont voté pour : 41

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BOUGUEROUA Hamida DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, LEMOINE Nathalie, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n°25 104 est adoptée à l'unanimité.*

### → Acquisition du lot C2 dans la ZAC des Navigateurs - Cosmonautes

**M. le Maire** : Après c'est l'inverse, nous allons acquérir, mais c'est le même esprit, un petit lot C2 dans la ZAC des Navigateurs-Cosmonautes, la Ville, pour pouvoir aménager le centre culturel, pouvoir déposer le permis du centre culturel. C'est la même veine, c'est technique, ce sont des opérations. Voilà.

Y a-t-il des interventions ? Monsieur Guillaud-Bataille.

**M. Guillaud-Bataille** : Juste pour rappeler, pour notre part, notre opposition au choix qui a été fait par votre majorité de revoir à la baisse le projet de centre social et culturel de la zone de cette opération des Navigateurs. Nous l'avions dit à ce moment-là. Donc, de rappeler, en tout cas, notre opposition à cela. Cela dit, effectivement, nous n'allons pas nous opposer au fait que l'on acquiert un lot qui permettra quand même de construire un centre social et culturel même si, à notre avis, il est sous-dimensionné par rapport à la concertation qui avait été faite avec les habitants par l'ancienne majorité et, évidemment, le manque d'information notamment pour les associations du quartier sur ce nouveau choix qui est le vôtre.

**M. le Maire** : Merci de votre explication de vote et de votre vote. Sans refaire le débat, simplement, j'avais expliqué ici que ce centre avait pris trois ans de retard, qu'il avait été budgétisé pour à peu près 12 000 000 d'euros, que nous avons effectivement fait un cahier des charges concernant ces premiers choix et que, à l'arrivée, nous nous sommes retrouvés avec un budget de 20 000 000 d'euros, ce qui était rigoureusement impossible. 20 000 000 d'euros avant de démarrer les travaux. Tout le monde sait ici que lorsque l'on fait des travaux, cela finit toujours avec 10 % supplémentaires.

D'ailleurs, les agents étaient très, très inquiets, vous pouvez les interroger, ils nous avaient fait part de leur inquiétude sur la gestion de ce centre. Ils étaient très inquiets et ils ont été rassurés de voir que, et c'était quand même les premiers concernés parce que c'était à eux de le faire vivre, ils ont été rassurés lorsque ce projet a été abandonné, nous avons été contraints de l'abandonner et nous avons refait un retour, expliqué aux associations et aux agents, ce centre sera beaucoup plus convivial et ils pourront nettement se l'approprier, d'autant plus que c'est doublé, bien sûr, du centre Langevin actuel qui sera complètement reconsidéré et qui fait partie du projet du NPRU, et qui va accroître les possibilités aux familles, aux gens du secteur.

Mais bon, c'est ainsi, merci de voter pour parce que le temps presse et si là on n'avance pas, c'est 4 000 000 d'euros qui sont en jeu, puisque la Région nous a aimablement reporté par deux fois cette subvention de 4 000 000 euros. Si là cela n'aboutit pas, ce sont les 4 000 000 que nous perdons. Mais c'est en bonne voie puisque grâce à votre vote de ce soir, cela va voir le jour.

Y a-t-il d'autres interventions ? Oui, allez-y. Sabrina Fontaine.

**Mme Fontaine** : Bonsoir à toutes et à tous. Je voulais juste dire par rapport aux associations au niveau de la salle, elle ne perd pas un mètre carré puisqu'on est à 220 m<sup>2</sup>, c'est cela ? Cubes ? Bref, mètres carrés. C'est pareil que la salle des Navigateurs, donc à ce niveau-là on ne perd pas de place. Et il va y avoir aussi un projet pour les associations, pour avoir aussi une maison, qui sera dans les nouveaux bâtiments qui seront construits en bas, en rez

de bâtiments. C'est cela, en rez d'immeubles ? Voilà. Donc, concrètement pour les associations, il y a des solutions et ils ne perdent pas, au contraire, ils gagnent, puisqu'aujourd'hui ils sont dans des bâtiments qui vont être détruits, donc il fallait bien trouver une solution pour leur donner de nouveaux locaux.

**M. le Maire :** Tout à fait, Madame Fontaine. Il y aura même un plus en mètres carrés puisque Langevin sera réutilisé, avec un crédit affecté pour Langevin spécifiquement, et cette fameuse maison des associations de 130 m<sup>2</sup> qui est prévue non pas dans le centre comme vous l'avez expliqué, bien sûr, en bas du nouvel immeuble. Absolument, c'est prévu, et cela a été dit d'ailleurs en réunion publique. Merci de votre intervention.

Y a-t-il d'autres interventions ? Je n'en vois pas. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Merci surtout pour les habitants.

*Vote de la délibération n°25 105*

Ont voté pour : 41

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BOUGUEROUA Hamida DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, LEMOINE Nathalie, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n°25 105 est adoptée à l'unanimité.*

**→ Approbation de l'avenant n°1 à la convention d'intervention foncière conclue entre la commune de Choisy-le-Roi, l'Établissement Public d'Aménagement Orly Rungis Seine Amont et l'Établissement Public Foncier d'Île-de-France**

**M. le Maire :** Toujours dans l'urbanisme. En fait, l'urbanisme, c'est mon collègue Ali Id Elouali, mais il se trouve que comme c'est le NPRU, je suis obligé de... C'est la forme, cher Ali. J'ai dit : pourquoi ce n'est pas Ali qui propose cela ? On m'a dit : c'est le maire qui doit le présenter parce que c'est le NPRU. C'est le renouvellement urbain, c'est cela.

Approbation de l'avenant n°1 à la convention d'intervention foncière conclue entre la commune de Choisy-le-Roi, l'Établissement Public d'Aménagement Orly Rungis Seine Amont et l'EPFIF. C'est un avenant qui permet à l'EPFIF de continuer à porter les terrains nécessaires, que ce soit au Lugo, aux Cosmonautes et autres, mais surtout au Lugo, pour leur permettre de continuer leur mission. C'est-à-dire que lorsqu'il y a des projets, ils portent les terrains, puisque la Ville est dans l'incapacité d'acheter et d'avancer les fonds pour les terrains. Donc, c'est leur permettre de continuer leur mission.

Y a-t-il des interventions ? Je n'en vois pas. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Merci.

*Vote de la délibération n°25 106*

Ont voté pour : 41

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BOUGUEROUA Hamida DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, LEMOINE Nathalie, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n°25 106 est adoptée à l'unanimité.*

**→ Approbation de l'avenant n 9 au traité de concession d'aménagement de la ZAC du Port — Mise en place d'un pool de trésorerie inter-opérations au sein de la SADEV 94**

**M. le Maire :** Il y a un dernier point. Mise en place d'un pool de trésorerie inter-opérations au sein de la SADEV 94. C'est une proposition de la SADEV. Il y a plusieurs ZAC qui sont gérées par la SADEV, il y en a qui sont déficitaires, il y en a qui sont excédentaires. Celles de Choisy, depuis le temps que la ZAC doit être terminée au Port, pour l'instant, elle est déficitaire, avec le COVID et les opérations qui vont reprendre et qui ont été retardées, et d'autres qui sont excédentaires.

Donc, lorsqu'une ZAC est excédentaire, la SADEV emprunte et paye des intérêts, et souvent ils demandent la caution de la Ville comme c'est arrivé il y a quelques mois. Pour éviter cela, ils font un pot commun de toutes les ZAC, ce qui fait que celles qui sont excédentaires viennent au secours de celles qui sont négatives. Cela leur évite d'avoir recours à des prêts spécifiques pour chaque ZAC et de payer des intérêts. Donc, c'est plutôt une bonne idée et cela n'implique pas, c'est la question, bien sûr, que j'ai posée, à partir du moment où la commune donne son accord, il est bien spécifié dans la Convention qu'en aucun cas la commune de Choisy-le-Roi n'est impactée financièrement ou quoi que ce soit puisqu'à partir du moment où, c'est la première question que je leur ai posée et cela figure en toutes lettres dans la Convention, j'ai demandé que ce soit écrit, en aucun cas si malgré tout il y avait du déficit, la commune ne peut en porter la responsabilité. Voilà.

Mais a priori, cela améliore la situation de la SADEV, cela leur évite de payer des intérêts, et il est normal qu'ils s'en préoccupent parce que pour la première fois depuis très, très longtemps, nous l'avons vu à la présentation de leurs résultats, pour la première fois depuis très longtemps, même depuis la création de la SADEV, la SADEV est donc en déficit de 1 000 000 d'euros. Cela s'explique par le ralentissement qu'il y a un peu partout sur les opérations foncières. Tout le monde est impacté à peu près dans toutes les villes. On ne va pas rappeler tout ce qui s'est passé, le COVID, l'augmentation du prix des matières

premières avec la guerre en Ukraine, ce qui a déséquilibré et ils ont dû revoir certaines opérations ou les annuler. Enfin bref, pour la première fois ils sont déficitaires et il est plutôt sain qu'ils se préoccupent d'enrayer ces déficits et de gérer au mieux la trésorerie.

Y a-t-il des interventions ? Non. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Merci à vous.

#### *Vote de la délibération n°25 107*

Ont voté pour : 41

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BOUGUEROUA Hamida DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, LEMOINE Nathalie, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n°25 107 est adoptée à l'unanimité.*

## **SANTÉ**

### **→ Reprise en régie directe du Centre Municipal de santé de Choisy-le-Roi**

**M. le Maire** : Le point suivant, c'est la reprise en régie directe du Centre Municipal de santé de... j'ai oublié quelque chose ? Excusez-nous, on vous a indiqué, on a avancé, on l'a mis à la suite, du fait que certaines personnes ne peuvent pas rester jusqu'à la fin, nous l'avons avancé pour que tout le monde puisse participer et voter ce point. On ne l'avait pas envoyé ? Oui, c'était dans l'intro. Donc, on l'avance, qu'il soit après ou avant, de toute façon, cela ne change pas le fond. Tout le monde pourra s'exprimer, débattre et bien sûr voter.

Cela me fait toujours quand même quelque chose de parler de Centre Municipal de santé de Choisy-le-Roi, puisqu'il n'y a que le nom qui est municipal, puisque la Ville ne gère pas le centre. C'est la CPAM qui gère le centre. Tout le monde est au courant ici, je pense, tous les élus, nous en avons souvent débattu, donné les tenants et les aboutissants. Je ne vais pas revenir sur toutes les polémiques.

Je tiens à la disposition de tout le monde, dès que la CPAM nous a fait part du retrait, du non-renouvellement de la Convention qui liait la Ville avec elle-même. Dans un premier temps, nous avons demandé les effets, ils nous ont dit : « *il n'y a pas d'effet* ». Ne voyant rien venir, en fait, ils voulaient nous envoyer dans leur filiale l'UGECAM. Ne voyant rien venir, nous avons demandé des précisions, ils nous ont envoyé un avenant où ils ne parlaient ni de durée ni de déficit. Nous avons fait analyser le document par notre service juridique, surtout, ce qu'il en est ressorti c'est que, en fait, ce Centre Municipal de santé est en DSP. En DSP de fait, sans qu'il n'ait jamais été voté une DSP puisque le but était de faire

un Centre Municipal de santé. Mais du fait du déficit absorbé par la commune, et c'est un cas unique qui est reconnu par la CPAM et par les instances, c'est le seul Centre Municipal de santé qui est ainsi. Ce qui fait que le service juridique nous a dit que l'on ne pouvait pas, juridiquement, comme il était envisageable, adhérer à l'UGECAM. Donc, on s'est trouvé dans une impasse. J'avais même dit : je prends le risque, malgré tout, d'adhérer. Mais là, la CPAM qui a fait aussi son enquête elle-même a reconnu, à cause de ce fait d'être en DSP de fait, qu'on ne pouvait pas. Elle-même nous a dit : oui, on ne peut pas adhérer à l'UGECAM, contrairement à Saint-Maur. Saint-Maur a adhéré. Oui, Saint-Maur ne donne que les murs, on a de nouveau vérifié, ils ne donnent pas d'argent, Saint-Maur. Si nous, nous ne donnions pas d'argent, c'est-à-dire une subvention d'équilibre de près de 450 000 euros, nous aurions pu aussi, bien sûr, adhérer à l'UGECAM.

Donc, nous avons cherché depuis plusieurs mois à faire revenir, et encore nous sommes sur ce registre, la CPAM sur leur décision. Pour l'instant, cela n'a pas abouti, et il y a maintenant déjà quatorze mois que nous avons signifié le fait de reprendre en direct le Centre Municipal de santé et, de ce fait, qui deviendrait un vrai Centre Municipal puisqu'il serait géré par la Ville. Pour ce faire, le service juridique nous a dit : *« à notre tour, on doit dénoncer la convention »*. Voilà, ils la dénoncent, nous la dénonçons, et on est libre de reprendre ce centre en direct.

Je ne reviendrai pas sur ce que j'appelle quand même une manipulation, en disant que le maire a voulu alors que dès le premier jour, fermer le Centre Municipal de santé. C'était archi faux et j'ai la lettre qui en atteste, parce qu'on a toujours dit que l'on reprendrait en direct sans s'interdire de voir les autres options possibles. Les autres options possibles, pour l'instant, elles sont impossibles ou trop longues à réaliser. Donc, nous nous dirigeons vers cette reprise en direct.

Nous avons donc mis au point deux commissions de travail où nous avons invité tous les groupes, opposition comprise, pour travailler dans l'intérêt général, et que nous apportions une transparence totale aux délibérations. Deux commissions de travail se sont tenues.

Nous avons demandé, ceci dit, un délai à la CPAM, nous avons eu une première réponse où ils n'ont pas dit non, mais enfin ils bottent un peu en touche. Ils nous ont demandé : qu'en est-il ? On a demandé de signer un avenant avec la CPAM, pas avec l'UGECAM, pour proroger de six mois ou plus, au mieux plus, la Convention qui nous liait pour nous permettre de mettre au point dans les meilleures conditions cette reprise en direct. Ils nous ont répondu comment on voyait, comment cela pouvait se faire juridiquement et qu'en serait-il du déficit. Donc, nous avons répondu il y a une semaine et nous attendons encore une deuxième réponse de leur part, qu'il suffisait juridiquement de faire un avenant comme ils le proposaient, non pas avec l'UGECAM, mais sur leur propre convention, de six mois ou d'un an, dans les mêmes conditions que ce qui nous régissait jusqu'à maintenant, et c'est parfaitement légal juridiquement, et que bien sûr le déficit continuerait à être pris en charge par la Ville. Donc, sur cette deuxième demande, nous attendons leur réponse qui vous sera transmise.

Sur la deuxième commission de travail, nous avons expliqué que nous allons recevoir les médecins, les personnels, un par un, une par une, pour leur proposer un contrat de travail et bien sûr un salaire qui en découle.

Nous vous demandons ce soir d'acter et de voter pour la reprise en direct du Centre Municipal de santé. Voici résumé ce qui s'est dit des échanges depuis plusieurs mois avec la CPAM et en commission de travail.

Je vous donne la parole, je suppose qu'il y a des prises de parole. Madame Desprès.



**Mme Desprès** : Merci, Monsieur le Maire. Tout d'abord, je voulais revenir sur la réunion de jeudi dernier, parce que vous avez dit que votre premier souci, contrairement à d'autres, alors je ne sais pas qui sont les autres, ce sont les malades. Moi, je veux dire que la patientèle qui vient au CMS, c'est aussi mon premier souci.

D'autre part, vous avez vu que Monsieur Aoummis n'est pas là. Comme vous avez sous-entendu certaines choses, je tiens à dire que malheureusement aujourd'hui il a une opération, et quand on sait ce qui se passe pour les opérations, quand on a une date, on est bien obligé de la respecter parce que sinon c'est remis aux calendes grecques.

Après, je voulais parler du personnel. Je souhaite vraiment que le personnel du CMS ait un reclassement digne de leur niveau de compétence, et comme je l'ai dit jeudi le CIG dont je suis la vice-présidente, à travers SVP Statut, pourra vraiment répondre à toutes vos questions, même les paiements à l'acte. J'en suis intimement convaincue, il n'y a pas de problème là-dessus.

Après, le CMS, ce n'est pas une maison de santé. Il y a une grosse différence entre un CMS et une maison de santé. Ce n'est pas du tout la même approche de la médecine. Et je dois dire, parce que j'ai fait signer la pétition avec d'autres camarades qui sont sur la liste que Monsieur Aoummis espère présenter aux prochaines municipales, j'ai rencontré beaucoup de nos concitoyens et notamment des retraités qui ont de toutes petites retraites et qui ont vraiment besoin de ce CMS parce qu'ils ont besoin du tiers payant, et le tiers payant quand on a une toute petite retraite, c'est extrêmement important.

Bien sûr, je suis pour la municipalisation, mais ce que je regrette et ce que je vous ai dit jeudi dernier, c'est que le problème quand même vient du fait que sur une chose aussi importante qu'un CMS pour les Choisyens et les Choisyennes, vous ne nous en avez pas parlé en amont. Il y a longtemps que vous avez cette information et, malheureusement, vous ne nous en avez pas parlé. Quand on sait que la préoccupation de l'ensemble de la population française, c'est la santé, le coût de la vie et la sécurité, je ne peux que le regretter. Je vous remercie.

**M. le Maire** : Avant de prendre les autres interventions, parce que comme c'est complexe, je préfère répondre point par point. Ce que vous dites sur le CIG, on les a déjà... ce n'est pas aussi simple. J'y ai pensé de prendre le salaire des médecins employés par le CIG, mais je pense que l'on risque après d'avoir une difficulté et de perdre encore du temps. Donc nous, ce que nous voulons, c'est coller au plus près ou à 100 % du salaire qu'avait ces médecins.

Puis, je peux commencer malgré tout par souhaiter malgré tout le meilleur à Monsieur Hassan Aoummis, je comprends tout à fait, au-delà de ce qui nous oppose. J'espère que dans cette Assemblée, nous avons tous du respect et personne ne souhaite quoi que ce soit de mal à qui que ce soit.

Sur le fait que je ne vous ai pas alerté, je vous ai expliqué et je l'ai redit dans mon préambule, la façon dont nous ont été présentées les choses, c'est tout naturellement que le Centre Municipal de santé, continuons à l'appeler ainsi, devait se poursuivre sous l'égide de l'UGECAM. Nous avons posé la question. Il n'y avait pas lieu de s'alerter. Et parmi la masse de soucis et de projets sur la Ville de l'avis même de la CPAM, c'était une simple formalité. On ne s'en est pas inquiété. Parce qu'encore une fois le tiers payant, et je n'ai pas dit que vous ne vous souciez pas des malades, j'ai dit que notre souci premier, j'ai pu dire que je n'en ai pas entendu assez parler. Je l'ai dit à ceux que je pensais que je n'en ai pas entendu assez parler. C'est notre souci premier, oui, que les gens qui sont dans des situations financières difficiles puissent continuer à bénéficier du tiers payant, bien sûr, rester en secteur 1 et ne pas avancer les frais. C'est bien pour cela que jamais, jamais la

municipalité n'a décidé, contrairement à ce qui a été propagé dans la ville, de fermer le Centre Municipal de santé ou de le privatiser, ou quoi que ce soit. Pour nous, cela continuait sous l'égide de l'UGECAM, et nous continuons à payer ces 430 000 euros de déficit. Bien.

Après, sur ce que vous vous dites lorsque vous avez appris la nouvelle. Il y a deux façons de voir les choses. C'était de venir nous voir. Vous êtes aussi conseillère municipale et vous avez le droit de demander des documents et de venir nous voir. Or, vous avez préféré politiser la chose. Il y a eu dans cette ville un antécédent. Rappelez-vous la prison. Le maire avait été accusé à l'époque, Monsieur Didier Guillaume, de vouloir favoriser la prison. Est-ce que j'ai politisé, est-ce ce que j'ai fait des pétitions ? Je suis allé le voir et avec tout un groupe dans l'opposition, nous avons fait corps avec lui, nous avons été ensemble protester auprès du ministère de l'Intérieur qui nous a reçus. Nous avons fait une pétition que nous avons présentée au ministère de l'Intérieur. Jamais nous n'avons politisé la chose. Voilà.

**Mme Desprès:** Un an et demi après.

**M. le Maire :** Non, pas un an et demi après, Madame. Peut-on respecter le temps de parole de chacun ? Vous n'avez pas été mis au courant un an et demi après puisque nous avons été nous-mêmes... c'est en 2025 que nous avons vu que les choses n'étaient pas aussi simples que prévues et que nous étions en discussion avec la CPAM, nous n'avons cessé de travailler pour les faire revenir sur leur décision. Encore une fois, lorsqu'il y a un bruit qui court comme cela dans la ville, et ce n'est pas nous qui l'avons fait courir, il suffisait de venir nous demander les éléments.

Alors, ce soir, si j'ai fait des commissions de travail, ce n'est pas pour polémiquer, c'est pour être en toute transparence. Cette polémique qui a continué aujourd'hui puisque de nouveau, alors que nous disons que nous reprenons en direct et que nous cherchons et que nous ne voulons pas, bien que l'on dise dans toutes les langues, sur tous les tons, partout, que jamais il n'a été question de fermer ce centre, vous continuez à venir manifester sous les fenêtres. On se demande pourquoi, puisque rien n'est gagné, ce n'est pas parce que la Ville décide de reprendre en direct, et que si c'était vous qui étiez aux affaires, vous seriez confrontés aux mêmes difficultés, parce que maintenant tout va dépendre des discussions avec les médecins et les personnels administratifs.

**Mme Desprès :** Sur la manifestation, ne vous adressez pas à moi, je n'y étais pas.

**M. le Maire :** Je vous en remercie Madame Desprès. Pour autant, nous avons effectivement échangé d'une manière constructive lors de cette commission de travail, je n'ai pas regardé qui y était parce qu'on avait du travail, mais pour moi, c'est derrière nous parce que maintenant le difficile commence. Effectivement, nous souhaitons tous, vous, nous, conserver ce service à nos concitoyens à qui nous sommes tous très attachés. Moi-même, je l'ai dit, j'ai bénéficié dans ma jeunesse de ce qui était alors un simple dispensaire. Mais depuis, bien sûr, les choses ont évolué.

Il nous faut trouver des solutions et nous trouverons la solution. Nous nous battons sur tous les fronts, j'ai écrit pour être reçu au ministère de la Santé parce qu'une situation aussi inique, aussi kafkaïenne, comment dire, ce n'est pas votre faute, elle a été provoquée comme cela parce que pour bien faire, vous avez bien fait, vous avez fait une commission d'équilibre, nous avons poursuivi et tout cela finalement se transforme en DSP sans qu'on l'ait voulu. Mais c'est ainsi, tout le monde en est d'accord.

Donc, maintenant nous travaillerons ensemble avec votre concours pour que le Centre Municipal de santé, vous l'appellez comme vous voulez, reste, et que les médecins restent et

que ces services apportés aux citoyens demeurent. Cela a toujours été notre seule volonté de travail. Voilà.

Je suppose qu'il va y avoir d'autres interventions. J'ai vu Monsieur Bance et après Monsieur Guillaud-Bataille. Une fois n'est pas coutume, Monsieur Bance avait... Monsieur Bance.

**M. Bance :** Merci, Monsieur le Maire. C'est plus une explication de vote. Mes chers collègues, je prends la parole aujourd'hui parce que la délibération qui nous est soumise engage l'avenir du Centre Municipal de santé, mais aussi profondément l'équilibre financier et organisationnel de notre Ville. Je tiens à préciser que je m'exprime à titre personnel.

Depuis 2024, le vent souffle au-dessus du CMS où, jusqu'à maintenant, la Ville complète son budget de fonctionnement à hauteur de 450 000 euros, l'essentiel étant financé par la CNAM, la Sécurité sociale pour faire plus simple. Pour rappel, un CMS donne accès à une offre de soins pluridisciplinaires en tiers payant intégral, le 100 % santé, et sans avance de frais grâce aux conventions passées avec les mutuelles de santé, donc un reste à charge nul. Cela permet de diminuer le renoncement aux soins pour des raisons financières, et c'est une bonne chose. Le CMS est également un levier pour la municipalité pour mener des actions de prévention et d'éducation à la santé. Mais demain, la Sécu se désengage du financement du CMS, laissant la Ville sans ressources pour la continuation de l'activité.

Il a donc été décidé, au travers de cette délibération, de reprendre le centre en régie directe, seule solution pour pérenniser cette offre de soins. Demain, pour le même service rendu, il faudra que la Ville débourse 1 000 000 d'euros supplémentaires par an, soit plus que le montant alloué aux associations sportives et culturelles cumulées. Et on avance dans le brouillard, on ne maîtrise pas les coûts de fonctionnement, qui sont aujourd'hui de 1,3 million d'euros, et les investissements qui seront nécessaires. Prendre une structure déjà en tension, sans plan d'investissement clair, sans garantie de stabilisation, c'est exposer la Ville à reprendre des difficultés sans les moyens de les résoudre.

Alors, je me pose la question : la Ville doit-elle prendre en charge le financement de la santé pour ses habitants ? Sachant que la moitié de la patientèle ne vient pas de Choisy, contrairement par exemple aux 80 % d'habitants de Montreuil, dans la Seine-Saint-Denis, qui fréquentent leur propre CMS. Nous avons déjà, depuis récemment, un centre dentaire, d'imagerie médicale, un centre ophtalmologique sur l'avenue Jean-Jaurès, et depuis peu, une maison de santé aux Gondoles avec médecin généraliste, gastro-entérologue, infirmière, pédiatre, depuis moins d'un an. La politique de santé relève de la responsabilité de l'État. Pourquoi devrions-nous nous substituer au ministère de la Santé ? L'intervention de la Ville dans ce projet est en dehors de ses compétences strictes. L'argent magique n'existe pas, il va bien falloir trouver ses 1 000 000 et demi quelque part. Et comme nous n'augmentons pas les impôts, des arbitrages devront être faits. Moins d'argent pour les autres services rendus à la population, l'entretien des espaces publics, l'enfance, chacun a ses pistes d'économie. Mais il est sûr que reprendre une telle charge financière n'est pas anecdotique, mais aura de réelles conséquences.

Nous avons le devoir de garantir l'accès aux soins pour les habitants, mais pas au prix d'un engagement financier à haut risque. Pour toutes ces raisons, je m'abstiendrai pour le vote de cette délibération.

**M. le Maire :** Merci, Monsieur Bance. Sachez que je partage entièrement ce que vous dites. Je pourrais résumer d'une phrase : la santé n'a pas de prix, mais elle a un coût. Pour autant, je suis personnellement, avec d'autres, attaché à ce centre.

Une remarque que j'ai oublié de préciser à Madame Desprès qui connaît les chiffres et que je tiens à votre disposition, ce centre a perdu 50 % des personnes qui le fréquentaient. Mais surtout, il en ressort que 15 % seulement des personnes ayant droit au tiers payant le fréquentent. Cela peut poser question.

Ensuite, sur les chiffres, le déficit, il est réellement de près de 750 000 euros. La CPAM abonde à hauteur de 300 000 euros, et elle est là la vraie raison de leur désengagement. C'est une forme d'économie voulue par la loi convergence dont nous sommes tous les victimes. Effectivement, c'est plus de 1 000 000 d'euros, si l'on ajoute les locaux que la Ville met gratuitement à disposition, les fluides, etc. C'est pour cela que la CPAM nous a fait un tableau de personnes à reprendre et elle a le devoir de, comment dire, réorienter son personnel, reclasser son personnel soit à l'UGECAM, soit dans d'autres centres municipaux de santé. Elle a ce devoir. C'est bien pour les raisons expliquées par Monsieur Bance qu'il nous est impossible de prendre ce risque de monter à 700 000 ou 1 000 000 d'euros, sinon au détriment de quoi ?

Pour autant, oui, c'est un défi qui nous attend pour 2026, mais au vu de ce que nous a présenté la CPAM, je pense qu'il est possible de réduire le déficit, de maintenir la pérennité, mais surtout de réorienter les personnes qui ont droit au tiers payant, de les encourager, à moins qu'il n'y ait pas plus que ces 15 %, enfin 15 % c'est avec les villes aux alentours. Il ne faut pas oublier que près de 50 % du centre est fréquenté par des Thiaisais, des Orlysiens, des Villeneuvois, et Choisy paye. Bon. Je suis conscient de ce que vient d'exposer Monsieur Bance qui pose une vraie question, mais connaissant depuis toujours la sociologie de notre ville, conscient des besoins, des aides, de la question difficile des Français en général et de Choisy en particulier, nous n'avons pas l'intention d'abandonner comme nous l'avons prouvé depuis que nous avons été élus, malgré le doute de certains, les Choisyennes et les Choisyens dans la difficulté, que ce soit parmi d'autres aides et celles de la santé.

Il me semble, il nous semble, et nous avons décidé, de toute façon, la seule solution que nous avons est de reprendre en direct la gestion de ce centre, et j'espère, nous allons travailler, c'est un vrai défi, pour en réduire le déficit, pour essayer d'y intéresser d'autres médecins qui pourraient nous rejoindre. J'ai trouvé des médecins sur Choisy qui étaient prêts, notamment un qui va perdre son local, et à qui j'ai proposé, bien sûr, bien naturellement, de venir au Centre Municipal de santé. Naïvement, parce que je ne suis pas un professionnel de la santé, j'en conviens, j'ai découvert la guéguerre libéraux-privés. Ce monsieur est un libéral, mais il était prêt à venir au Centre Municipal de santé et à pratiquer le tiers payant et être en secteur 1, ce qu'il fait déjà, il est installé avenue Gambetta, il est associé avec un autre médecin qui prend sa retraite, qui possédait ce local et qui a décidé de le vendre. Donc, j'en ai parlé au Conseil de l'Ordre qui m'a confirmé, ce sont quand même des choses qui m'échappent, mais c'est ainsi, et je ne fais le reproche à personne, c'est comme cela, un médecin salarié ne peut pas être dans les mêmes locaux qu'un médecin qui est, lui, en libéral. J'avoue que la finalité m'échappe, mais il y a sûrement de bonnes raisons, il ne m'appartient pas de changer cela, c'est ainsi. Donc, nous allons faire avec les médecins qui le souhaitent existant et essayer de salarier d'autres médecins.

La bonne nouvelle est que Choisy-le-Roi a été reconnue en secteur ZIP. Pardon, nous étions en ZIP, on est en ZIP renforcée. ZIP Plus. Le ZIP, ce n'est pas une fermeture éclair, excusez-moi ce trait d'humour, mais quand j'ai entendu parler de ZIP, j'ai dit : c'est quoi ce machin ? On est en ZIP Plus renforcée en ce qui concerne la santé, cela veut dire que certaines étapes qui vont venir, Choisy-le-Roi va pouvoir en bénéficier. Nous avons ce que l'on appelle aujourd'hui les internes dans les hôpitaux, qui sont en dernières années d'études ou autres, qui vont pouvoir être affectés à des centres de santé comme Choisy-le-Roi. Ils consultent déjà en hôpitaux, ils pourront consulter dans un centre de santé. C'est en élaboration, c'est en cours d'être voté, et ils sont en demande de centres, et on pourra en

bénéficier. C'est une bonne nouvelle pour qu'il y ait plus de visites, plus de patients dans notre centre, avoir plus de recettes et donc amoindrir le déficit. C'est cela qu'il va falloir que nous construisions ensemble. Ce sera plutôt bien. Voilà, pour répondre à Monsieur Bance, à Madame Desprès, ce que j'avais à vous dire.

Monsieur Guillaud-Bataille souhaite aussi intervenir. Vous avez la parole.

**M. Guillaud-Bataille :** Merci, Monsieur le Maire. Nous échangeons sur la délibération de reprise en régie directe du Centre Municipal de santé. Vous venez d'indiquer que c'était votre projet depuis le début, et que la lettre de dénonciation de la convention que vous aviez envoyée en février le mentionnait. C'est exact, même s'il faut bien préciser qu'à défaut de cette mention, la convention ne pouvait pas être dénoncée autrement qu'en prenant toute la responsabilité d'une fermeture éventuelle, mais dont acte. Acte également de l'exceptionnalité de la situation du Centre Municipal de santé de Choisy-le-Roi dans le paysage des centres de santé gérés par la CPAM.

Mais alors, que s'est-il passé entre cette dénonciation, la révélation publique des doutes autour de la pérennité du centre, sur les démarches engagées, les premiers débats publics et le Conseil municipal de septembre ? Car Monsieur le Maire, vous conviendrez qu'il n'y a que rarement de fumée sans feu, et qu'à tout le moins des explorations et tentatives de solutions autres que la régie directe et qu'un centre municipal public que vous venez d'ailleurs de réitérer et de confirmer, ont semé le trouble tant chez les personnels du Centre de santé que dans la population et jusqu'à la CPAM.

Ces incompréhensions sont, de notre point de vue, le fruit, d'une part, d'un manque de maîtrise du sujet et de travail de votre part en amont de la dénonciation et d'une culture du secret du travail enterré, comme on l'appelle dans les milieux de l'action publique, que vous pratiquez allègrement sur l'air du : vous allez voir ce que vous allez voir. Pour le moment, tout ce que nous voyons, c'est une cascade d'annonces pour plus tard, de travaux diligentés en urgence, de signatures de protocole en précipitation, qui vous permettent de dessiner une action municipale en forme de promesses pour les années qui viennent, en pleine campagne électorale pour mars prochain. Cantine, collège, piscine, gymnase, etc., pas le début du commencement de quelque chose de concret après six ans, mais désormais des annonces pour plus tard. C'est d'ailleurs notre dernière inquiétude sur le projet que vous nous soumettez ce soir, mais j'y reviendrai.

Revenons en quelques mots sur tout ce qui s'est dit, fait, et passé depuis huit mois et particulièrement depuis quatre mois sur le Centre Municipal. Lors du dernier Conseil municipal, vous avez affirmé, désespéré, qu'il était impossible de salarier des médecins dans le cadre des grilles de la fonction publique territoriale. Nous avons déjà dit notre étonnement de l'absence de cette mention dans le procès-verbal. Je vous avais suggéré de vous renseigner auprès du Département qui salarie un nombre très important de pédiatres afin de tenir les consultations des quelque 49 centres de PMI du Val-de-Marne dont vous êtes vice-président. Vous avez affirmé avoir découvert que les médecins du CMS étaient salariés, nous précisant que vous étiez prêt à leur fournir locaux, eau, gaz et électricité pour continuer leur activité en libéral.

Vous n'avez cessé de professer votre incompréhension, et encore à l'instant, de l'Ordre des médecins, de l'ARS, de la césure entre médecine libérale et médecine publique. C'est pourtant le compromis historique ayant permis la création d'une médecine publique, de l'hôpital public, des centres municipaux de santé à côté des réseaux de cliniques privées et de maisons de santé libérales, de cabinets de médecins libéraux, tout cela sous l'égide de la Sécurité sociale, créée il y a 80 ans pile mois pour mois par le gouvernement de transition ayant réuni les gaullistes et les communistes à la sortie de la guerre de 40 pour sortir notre

pays de la défaite honteuse et de la récession d'après-guerre, que chacun reste dans son couloir pour permettre un choix de praticiens et de statuts pour les assurés sociaux, mais pour garantir que le public aussi ne viendrait pas en concurrence du privé. C'est cela le compromis. Bien sûr, le détricotage de la Sécu entamé dans les années 80, jusqu'au passage de son financement et de son budget sous les Fourches caudines du budget national, l'introduction d'un impôt via la CSG qui a cassé la particularité de la cotisation au pot commun, ont abîmé petit à petit l'édifice. Petit à petit, le monde de l'assurance, via des mutuelles privées de moins en moins sociétaires, a capté les trous de la raquette et de plus en plus, les coups de boutoir se multiplient dans les trous laissés par les remboursements, les franchises, les tickets modérateurs et autres pour abattre l'assurance maladie universelle créée par notre peuple et son travail afin d'offrir le budget colossal de la Sécu, bien moins déficitaire que celui de l'État, soit dit en passant, aux marchés qui lorgnent dessus depuis des décennies.

Vous répétez que pour vous, les statuts, la forme d'exercice importent peu, tant que le service est rendu. Vous dénoncez presque les patients n'étant pas précaires qui ont recours aux centres de santé, en soulignant que seuls 15 % des patients du centre relèvent de la grande précarité. Voilà ce qui nous sépare. Pour notre part, nous avons pleinement conscience que c'est bien la présence des classes plus favorisées qui permet l'existence et le financement du CMS pour les plus précaires. C'est, d'ailleurs nous l'avons constaté avec les chiffres donnés en commission municipale, quand l'activité s'envole, que le déficit régresse. C'est la beauté de la création communiste qu'est la Sécurité sociale. Plus on s'en sert, moins cela coûte.

Tous les échanges, tous les débats ont démontré qu'au moins par méconnaissance des enjeux et des différences, vous avez, pendant des mois, pensé que la maison pluridisciplinaire libérale de santé était la meilleure solution. Vous avez essayé de recruter des médecins libéraux, vous venez de le rappeler, pour s'installer dans les locaux. Vous avez missionné Octav pour vous accompagner dans ce projet. Vous pouvez le nier aujourd'hui, nous avons tout vu et tout entendu. La version des faits que vous présentez ce soir est sujette à caution. Lors de sa présentation en commission, il a même été dit et admis que cette version des faits était celle de la Ville et que la CPAM ne la partagerait peut-être pas, mais vous aviez décidé de ne pas les inviter lors de cette première commission, vous engageant à les inviter pour la deuxième. Ils ne l'étaient d'ailleurs pas non plus lors de la deuxième. Si votre version est si juste, quel dommage de ne pas le vérifier avec la version de l'autre partie. Mais la résistance des médecins et salariés publics de la santé d'abord, leur attachement à la spécificité de leurs pratiques, l'attachement des Choisyennes et des Choisyens à ce centre de santé que fréquentent quand même 4 300 patients de notre ville, soit près de 10 % de la population quand même pour, c'est vrai, 8 000 patients du centre et 18 000 passages en 2024 et 10 000 patients et 23 000 passages en 2023, ont fini d'emporter votre décision avec les milliers de pétitions signées dans notre ville.

Vous nous proposez ce soir de choisir la régie directe et nous nous en félicitons. Nous nous en félicitons d'autant plus que, lors de la dernière commission, vous avez entendu des besoins de fonctionnement de la radiologie et la nécessité du maintien du dentaire pour rendre le centre dynamique et un peu moins déficitaire. Mais nous restons vigilants. En effet, cette décision, Monsieur Bance le rappelait, revient à inscrire 1,3 million de dépenses de fonctionnement supplémentaires à l'heure où le budget de la nation et de la Sécu, en débat au moment où nous nous parlons, attaque fortement et la santé et les collectivités locales dont les communes, vous l'avez rappelé à forte raison. Vos amis au Sénat sont même enclins à alléger encore la facture des plus riches et des entreprises du CAC 40 et à aggraver la ponction sur les collectivités. Ces 1,3 million en dépenses laisseraient peu ou prou 700 000 euros à financer par la Ville. Je ne doute pas que nos services sont déjà à pied d'œuvre pour trouver de nouveaux financements pour réduire cette facture et nous

souhaitons qu'ils y parviennent jusqu'à retrouver un déficit pesant, certes, mais régulièrement assumé par notre collectivité de 400 à 450 000 euros.

Nous serons vigilants et nous demandons la poursuite de la commission jusqu'au bout du processus. Nous serons vigilants, car c'est tout à fait normal, le budget ne sera pas adopté et la décision de ce soir pas inscrite dans le marbre budgétaire avant les prochaines municipales, que si la CPAM ne daigne pas prolonger les choses seront certes engagées concrètement, nous le souhaitons, mais si on nous donne le temps d'organiser les choses, d'ailleurs, qui pourraient être nécessaires, cela laissera toute latitude à la prochaine majorité pour constater, navrée, nous n'en doutons pas si c'est vous, une impossibilité en cas de réélection ou pour laisser une patate chaude à ceux qui pourraient l'emporter et que nous espérons bien être, mais cela vous l'aviez compris, ce n'est pas le sujet de ce soir.

Nous l'avions dit dans notre vœu du mois dernier, nous ne souhaitons pas que l'existence de ce centre dans sa configuration actuelle fasse l'objet de débats polémiques de campagne. Mais nous ne souhaitons pas non plus qu'il soit effacé du paysage, l'enjeu est trop important. Ainsi donc ce soir, nous voterons cela, en restant tout à fait vigilants, en souhaitant que nous puissions continuer de débattre au sein de la commission, notamment parce que s'il y a une chose que nous avons constatée dans cette commission, je crois tous ensemble, c'est que c'est bien en imaginant une dynamique nouvelle du centre, de nouvelles spécialités et plus d'activités de ce centre que nous serons en capacité de faire baisser la facture jusqu'à ce qu'elle soit, nous l'espérons tous, plus que supportable par notre Ville.

**M. le Maire :** Cher Monsieur Guillaud-Bataille. Je ne vais pas répondre, vous qui dites qu'il ne faut pas faire de polémique, à toutes les polémiques que vous avez voulu soulever par votre discours. Je retiens le positif, c'est que vous allez voter cette décision. Il vous aurait été très difficile de faire l'inverse. Voilà.

Ce qui nous différencie, Monsieur Guillaud-Bataille, vous et moi, c'est que moi je n'ai pas d'idéologie. Je suis pragmatique. Vous vous êtes égaré sur des chemins qui n'avaient rien à voir avec ce qui nous concerne ce soir. J'ai l'humilité de reconnaître que je ne suis pas un spécialiste en tout, et certainement pas un spécialiste de la santé, qu'elle soit publique ou privée, contrairement à vous apparemment. Donc oui, humblement, je reconnais, alors que je fréquentais depuis bien plus longtemps que vous, dès l'origine, comme je l'ai dit, au dispensaire, je ne me suis jamais posé la question et j'ignorais que les médecins de ce centre étaient salariés parce que pour moi, Monsieur Guillaud-Bataille, j'ai l'image, comme 70 % des médecins de ce pays, qu'ils soient libéraux, sauf ceux qui sont salariés dans les hôpitaux, parce que cela, je sais qu'il y a des salariés dans les hôpitaux. Je n'en dirai pas plus, parce que, voyez-vous, si je n'étais pas certain de la catastrophe qui s'abattrait sur notre Ville, si vous étiez à ma place, je vous laisserais volontiers ma place. Et je ne sais pas, vous parlez de patates chaudes. On n'a pas l'intention de laisser une patate chaude. Nous sommes face à des faits voulus par personne, et certainement pas par la personne qui vous parle. Et que n'ai-je entendu dans la ville ? Mais je saurai remettre les pendules à l'heure, et j'ai confiance dans les Choisyennes et les Choisyens qui sauront ceux qui sont réellement près d'eux et ceux qui profitent d'une période de maintenant jusqu'au mois de mars, et je m'arrêterai là, parce que, comme je vous l'ai dit, je préfère retenir le positif, votre vote pour, et effectivement l'inquiétude que vous avez sur les 750 000 euros de déficit, auxquels il faut adjoindre les frais des murs et tout. C'est un vrai défi que personnellement, avec mon équipe, nous sommes prêts à relever et que nous arriverons à solutionner.

Est-ce qu'il y a d'autres interventions ? Je n'en vois pas. Nous allons procéder au vote, un des votes les plus importants depuis le début de notre mandature, j'en suis conscient. Y a-t-il des votes contre ? Je n'en vois pas. Y a-t-il des abstentions ? Une abstention. Une abstention et le reste, donc, des votes pour.

Je vous en remercie et dès demain, nous rencontrons des médecins, et soyez assurés toutes et tous que tout sera mis en œuvre pour que cela aboutisse. Je pense autour de cette table que nous en sommes convaincus.

Je remercie quand même l'attitude de Madame Desprès, modérée, parce que je pense que s'étant occupée elle-même du centre, elle est consciente de ces difficultés, et lorsque vous nous dites que nous manquons de spécialités, j'en suis bien conscient, mais s'il était si facile de le faire, je pense que déjà, et ce n'est pas une pique envers Madame Desprès, elle l'aurait fait, comme d'autres villes l'auraient fait. L'Île-de-France reste un désert médical, nous manquons de spécialistes et j'espère qu'avec votre aide nous pourrions attirer des spécialistes, comme il y en a quelques-uns qui se sont installés dans la ville, mais il en manque bien sûr, et c'est bien la volonté de toute cette assemblée de faire qu'il y en ait plus. En tous les cas, c'est ce qui m'anime.

Merci pour ce vote. Nous allons poursuivre... pardon

**M. le Maire :** Excusez-moi, on me dit qu'il y avait trois absents dans la salle. Mais non. Qui ça ? Mais non, ils ont donné pouvoir. Malika est absente, a priori. On a fait l'appel. Bon, on me demande de refaire un vote.

Y a-t-il des votes contre ? Je n'en vois pas. Abstentions ? Il y a une abstention, et tout le monde est présent par rapport à l'appel que nous avons fait. Les autres personnes sont soit absentes, soit ont donné des procurations. Monsieur Bance n'ayant pas de procuration, c'est une seule abstention. Donc merci de nouveau pour ce vote qui nous engage tous, et nous allons aboutir.

*Vote de la délibération n°25 108*

Ont voté pour : 40

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRrane EI Arbi, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BOUGUEROUA Hamida, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, LEMOINE Nathalie, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 1 (M. Bance)

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n°25 108 est adoptée.*

## **COMMERCES/MARCHÉS FORAINS**

→ **Dérogation au principe de repos dominical à Choisy-le-Roi — Calendrier des ouvertures autorisées pour l'année 2025**

**M. le Maire :** Le prochain point, je donne la parole à Monsieur Thiam, c'est habituel, c'est la dérogation pour nos commerçants. Allez-y, Monsieur Thiam.



**M. Thiam** : Bonsoir, Monsieur le Maire. Comme chaque année, le Maire de Choisy-le-Roi a le droit de mettre en place une dérogation concernant le repos dominical. Il y a douze dates qui ont été proposées. On parle de l'année qui arrive. Il y a douze dates qui ont été proposées en concertation avec l'ensemble des commerçants, et nous les soumettons au Conseil municipal, et dire que cela touche la période importante qui est la période des fêtes. Cela permet d'avoir un peu de dynamique aux commerçants et de proposer à la clientèle Choisyenne qui est en demande leurs meilleurs produits. Je vous remercie.

J'allais faire un commentaire sur les commerces. J'allais dire que, simplement parce que j'ai vu beaucoup sur les réseaux sociaux de commentaires sur l'état de nos commerces, et comme je suis l' élu en charge, des fois cela peut me toucher. Je voudrais tout simplement dire que l'on est arrivé à la fin d'un mandat et l'on peut dire qu'il y a une évolution sur les commerces. Déjà, il y a une association des commerçants, il y a de l'écoute et surtout, on peut le dire, comme un de mes collègues l'écrirait en majuscule, que oui, il y a de nouveaux commerces, il y a de la restauration, on peut boire un café sur Choisy et ce n'était pas le cas avant.

**M. le Maire** : Merci, Monsieur Thiam. Ce que je pourrais ajouter, là aussi en toute modestie, durant la campagne en 2020, je le reconnais, j'ai fait preuve de naïveté. Je pensais qu'un maire, comme c'était le cas, cela remonte peut-être à des décennies, mais un maire avait le droit de choisir les commerces qui s'installaient dans sa commune. Et pour l'instant, lorsque j'ai voulu m'opposer à l'ouverture, et je n'ai rien contre les ongleries, mais enfin, lorsque l'on en a déjà quinze dans la ville, je pense que c'est suffisant. Eh bien, le préfet m'a répondu : *« Monsieur le Maire, c'est la libre entreprise, vous ne pouvez pas l'interdire »*. Et une des revendications des maires de France porte là-dessus, sur ces compétences que l'on voudrait se voir réattribuer et sur l'urbanisme, c'est un peu la même chose aussi, et sur beaucoup de choses. Donc, il y a des possibilités de, comment dire, de classer des centres, etc., bien sûr que nous y travaillons, c'est extrêmement difficile, ce sont des dossiers assez lourds, pour pouvoir garder la main sur les commerces. Mais les commerces, les villes qui ont réussi à transformer les commerces, dans l'état actuel des choses, cela passe par l'urbanisme. Les bâtiments qui sont vieillots, voire qui présentent un danger, qu'il faut abattre, les reconstruire avec une convention passée avec les bailleurs ou les promoteurs où la Ville décide du commerce qui va s'y implanter. Nous travaillons sur cette piste comme la plupart des villes y travaillent. Je voulais vous dire cela parce que, et comme l'a dit justement Monsieur Thiam, malgré tout on a aussi des satisfactions sur la Ville.

Monsieur Thiam.

**M. Thiam** : Je me rappelle, cela va faire trois à quatre ans, il y avait le cordonnier qui se trouvait sur l'avenue Gambetta, je suis allé le voir et il m'a expliqué que s'il avait un repreneur du métier ou même des jeunes qui étaient en capacité, presque à titre symbolique, de reprendre le commerce, il était prêt à les aider et à les former. Cela veut dire que l'idée du commerce ne touche pas simplement le fait d'avoir des locaux et d'avoir tout type de commerce, c'est quelque chose de profond, cela touche à l'insertion, cela touche à la formation et cela touche aussi aux personnes d'avoir les moyens d'ouvrir un commerce.

**M. le Maire** : Assurément, Monsieur Thiam, il y a de très beaux métiers. D'ailleurs, il y a un excellent pâtissier qui va s'installer à côté de l'école Zola. Nous avons une excellente boulangerie qui va ouvrir rue Anatole France, qui remplace celle qui a fermé, qui est aussi à la fois un très bon boulanger et un très bon pâtissier.

Alors bien sûr, il y a des commerces qui ferment, mais c'est national. Je ne veux pas me cacher derrière mon petit doigt derrière cela, mais j'invite tout le monde à aller voir la mairie du 5<sup>e</sup>, le boulevard Saint-Michel qui était peut-être en Île-de-France l'un des lieux touristiques

de visite au niveau commerce, où l'on faisait de bonnes affaires au niveau du commerce, la moitié des commerces sont fermés. On parle de Paris 5<sup>e</sup>, sans parler du boulevard Saint-Germain et autres. Il y a une vraie crise du petit commerce. Le petit commerce me tient à cœur. J'estime que s'il n'y a plus de commerçants dans une ville, la ville est morte. Cela passe aussi par la lutte contre les hypers qui perdent du terrain et c'est une bonne chose, et revenir à des surfaces plus acceptables, plus familiales, nous travaillons dans ce sens. Ce n'est pas évident, mais c'est la seule solution.

Y a-t-il des interventions ? Monsieur Guillaud-Bataille.

**M. Guillaud-Bataille :** Oui, dans un souci d'apaisement, et de revenir aussi sur le principe de cette délibération. C'est un point sur lequel je veux me féliciter et féliciter la majorité, car il s'agit en fait de permettre aux commerces d'une certaine taille de pouvoir ouvrir en convoquant leurs salariés sans qu'ils aient le choix que de dire autre chose que : « *oui, patron* ». C'est cela cette dérogation-là.

Et je veux saluer le fait que tout au long de cette mandature, vous n'avez pas dérogé à un principe Choisyen qui est que oui, pour les périodes de soldes en janvier et en juillet, oui pour la période des fêtes, oui pour le week-end avant la rentrée où il y a besoin de faire des courses. Non pour le reste de l'année parce que je pense que là, pour le coup, nous partageons tous l'idée que le fait qu'il y ait un jour de repos dans la semaine et un jour où les salariés ne sont pas contraints de dire oui, c'est quelque chose de positif. Le fait que vous ayez maintenu cela sur le territoire de la commune est, pour nous en tout cas, quelque chose qui est positif.

Donc vous voyez, nous ne sommes pas que de vilains critiqueurs, nous savons reconnaître quand les choses restent et sont animées dans le bon sens.

**M. le Maire :** Je vous remercie, Monsieur Guillaud-Bataille, et je partage entièrement. J'ai toujours été opposé au travail du dimanche malgré les avantages économiques que l'on me décrit, etc. Mais comme vous l'avez dit, et jamais autant nous n'avons besoin de nous retrouver une journée dans la semaine, il s'avère que c'est le dimanche, dans ces temps troubles, difficiles, où l'empathie, l'amitié, la solidarité sont nécessaires, et je pense qu'il est bien d'avoir une journée où l'on puisse se retrouver en famille, en amis. C'est le sel de la vie, enfin pour moi.

Donc, nous partageons cela et je m'en félicite, bien qu'à Choisy je vois bien, regardez les barbers qui ouvrent le dimanche et ceci et cela. Il faut lutter contre cela. Les boulangers, que je respecte indéfiniment, il y avait une règle où ils se concentraient pendant les vacances et autres, a priori cette règle, je ne comprends pas, elle est inusitée. Est-ce que c'est parce que maintenant ils ont le droit, ou ils ne la respectent plus ? Mais nous avons tous ici connu, à l'inverse, pendant les vacances, des périodes où l'on ne trouvait plus un boulanger ou un boucher. Je pense que nous discutons avec les associations et tout, voire apporter une aide pour qu'il y ait quand même entre eux, je pense que les commerçants, il y a de la place pour tout le monde et l'on peut se coordonner, les coordonner, tout cela pour le bien-être de nos habitants. Écoutez, nous avons cela en commun.

Y a-t-il d'autres interventions ? Non. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci à vous.

*Vote de la délibération n°25 109*

Ont voté pour : 41

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES

Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BOUGUEROUA Hamida, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, LEMOINE Nathalie, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n°25 109 est adoptée à l'unanimité.*

## **HABITAT**

### **→ Approbation de la Convention Intercommunale d'Attributions (CIA) du territoire Grand-Orly Seine Bièvre**

**M. le Maire :** Le prochain point, l'habitat. Je donne donc la parole à Monsieur Frédéric Druart.

**M. Druart :** Bonsoir à tous. Nous allons parler de l'approbation de la Convention Intercommunale d'Attributions (CIA) du territoire Grand-Orly Seine Bièvre. Des discussions ont lieu depuis fin 2020 pour établir dans un premier temps un document-cadre d'orientation qui s'appelle le DCO. Vous avez dans la note, en détail, les points retenus qui ont pu aboutir à ce fameux document CIA dont les orientations sont les suivantes : fixer des objectifs d'attributions en faveur d'une plus grande mixité sociale et territoriale, favoriser une meilleure prise en charge des publics prioritaires, définir une stratégie de mutation pour faciliter les parcours résidentiels, définir une stratégie de relogements dans le cadre des opérations NPNRU, et enfin observer et évaluer les effets de la politique d'attributions de logements. Cette convention est signée aussi avec l'EPT. Merci.

**M. le Maire :** C'est d'ailleurs une convention intercommunale, donc vous voyez avec l'EPT, au-delà des différences, on est heureux que la sagesse l'emporte souvent et que l'on puisse se retrouver sur l'intérêt général.

Y a-t-il des interventions sur cette délibération ? Je n'en vois pas. Y a-t-il des votes contre ? Je n'en vois pas non plus. Des abstentions ? Non plus. C'est voté à l'unanimité. Merci.

### *Vote de la délibération n°25 110*

Ont voté pour : 40

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BOUGUEROUA Hamida

DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, LEMOINE Nathalie, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n°25 110 est adoptée à l'unanimité.*

## **DÉVELOPPEMENT NUMÉRIQUE ET DES RÉSEAUX (DNR)**

### **→ Convention Intelligence Artificielle (IA) du programme Appropriation Métropolitaine**

**M. le Maire** : La parole est maintenant à Monsieur Chalbi. C'est aussi important. Monsieur Chalbi, vous avez la parole.

**M. Chalbi** : Merci, Monsieur le Maire. Mesdames et Messieurs. Je vais vous présenter une convention qui concerne un programme qui s'appelle Appropriation Métropolitaine, et de son parcours IA, administration interne pour l'expérimentation durant une année d'une IA Générative.

De quoi cela parle ? En gros, la Métropole du Grand Paris, dans laquelle la Ville de Choisy-Le-Roi est adhérente, a lancé un programme qui s'appelle Appropriation Métropolitaine qui vise à accélérer l'appropriation et l'utilisation de l'intelligence artificielle par les collectivités territoriales afin d'optimiser les processus administratifs internes et d'améliorer l'efficacité des services publics. Ce programme s'articule en deux phases, une phase de formation et une phase d'expérimentation de solutions IA.

Donc tout simplement, la Métropole propose, suite à une concertation avec toutes les villes adhérentes, elle a proposé des axes, des axes principaux, notamment ce qui est ressorti de la concertation avec les villes adhérentes, les demandes allaient sur l'amélioration de la circulation de l'information interne et l'aide à la rédaction via les Chatbots, une assistance réactionnelle, etc., et le deuxième point c'est la facilitation de l'instruction des dossiers, donc vérification automatisée de la conformité des pièces administratives, extraction de données, etc.

Nous, sur Choisy-le-Roi, on s'est positionné, on a décidé d'aller uniquement sur l'axe 1 qui concerne l'amélioration de la circulation de l'information interne et aide à la rédaction. Pourquoi ? Parce que l'axe 2, on est quand même sur des données, ce sont des manipulations de données personnelles, on n'est pas forcément mature à ce niveau-là sur Choisy-le-Roi, donc on est quand même dans une phase d'expérimentation, d'appropriation par les agents. On va uniquement sur la première phase, donc avoir à disposition un outil choisi par la Métropole à travers un appel d'offres, pour aider les agents à synthétiser des documents, à corriger la syntaxe, la grammaire de documents administratifs, à aider à la recherche. C'est une sorte de Google, si l'on veut, interne, où justement les agents pourront piocher, grâce à l'IA, des informations pour les aider dans leur rédaction.

Il faut juste savoir aussi que sur cette expérimentation, Choisy-le-Roi était la seule ville de cette taille-là, de cette strate, qui a postulé sur cette expérimentation, et cela fait quand même la troisième ou quatrième expérimentation pour laquelle Choisy-le-Roi postule auprès de la Métropole et qu'elle est choisie, donc on commence à bien se faire voir auprès de la Métropole sur ce type d'initiative qui, d'habitude, est plutôt le propre de grosses villes on va dire, soit grosses villes en termes de budget, de population, j'entends budget au niveau du

service informatique. On commence à être vu comme un acteur sérieux sur cette problématique du numérique.

Du coup, pour revenir à cette expérimentation, elle est prévue pour une durée de douze mois avec un démarrage souhaité en décembre 2025. Le calendrier détaillé est le suivant : un état des lieux et un audit qui va durer deux à trois mois, la mise en place de la solution et la formation des utilisateurs (j'entends bien, les utilisateurs, ce sont vraiment les agents de la Ville) deux à trois mois, l'utilisation de la plateforme en elle-même par les agents, six mois, et enfin à l'issue de cette période, un bilan et des mesures d'impact sur un mois pour déterminer justement : est-ce que le choix de l'outil était le bon, est-ce que les agents ont réussi à s'approprier l'outil, est-ce que l'on continue dans ce sens-là ou pas. Voilà.

**M. le Maire :** Merci, Monsieur Chalbi. Ce n'est pas anodin cette délibération. Tout à l'heure, nous parlions de défi, mais s'il y a un défi majeur qui nous attend, surtout nos enfants, les nouvelles générations, c'est bien le défi de l'IA. Personnellement, je ne sais trop que penser. J'ai vu, je suis tombé en zappant, sans faire de la pub pour la chaîne sur LCP Sénat un excellent débat entre le philosophe Raphaël Enthoven et un chirurgien très connu, médecin, j'ai oublié le nom, qui exposait deux visions différentes. Comment il s'appelait ? Laurent Alexandre. Donc débat constructif, intéressant, où Enthoven défendait le fait que jamais l'IA ne nous remplacerait à quelques degrés que ce soit, et où le chirurgien s'inquiétait beaucoup des conséquences, constatant lui-même que, déjà à son niveau, l'intelligence artificielle l'avait dépassée.

J'ai vu aussi ce que préparent les Chinois, ils ont dix ans d'avance sur l'intelligence artificielle. Ils savent faire fonctionner des usines sans le moindre être humain. Après tout, si l'on ne doit plus travailler, parce que c'est le sens du débat, que devient l'humain ? Qu'allons-nous faire des êtres humains si l'IA s'impose tel que le dit le chirurgien en question ? Une personne a parlé, je ne sais plus qui, de créer un revenu universel. Mais si travailler, c'était uniquement gagner de l'argent, bon, pourquoi pas, mais travailler, cela implique aussi de se donner, de se réaliser, de penser. Enfin, je vous dis cela, ce n'est pas à l'ordre du jour. C'est une réflexion, je pense que vous-même cela doit vous préoccuper. Je ne sais pas ce que vous en pensez, sans faire de débat là-dessus parce que ce n'est pas l'ordre du jour, mais je suis partagé entre l'inquiétude et, bien sûr, il est certain qu'en médecine l'IA, déjà au niveau des diagnostics, le chirurgien a dit, je pense qu'il a peut-être été loin, que si l'intelligence artificielle continue à se développer à la vitesse où elle se développe aujourd'hui, elle serait en capacité d'éliminer toutes les maladies d'ici six ans. Là, j'applaudis. Bien sûr, Enthoven n'était pas d'accord. Cela lui semble très optimiste.

**M. le Maire :** Lui, il a dit cela, alors que l'on participe, très bien, pourquoi pas, mais je suis partagé. Je ne pense pas qu'on devienne des robots. En tous les cas, cela pose question et il y a de gros débats là-dessus. Si certains, avant de voter veulent donner leur avis, cela m'intéresse à titre personnel. Yacin.

**M. Chalbi :** Si je peux me permettre, là, on rentre dans des débats philosophiques sur l'avenir de la technique, sur l'avenir de l'être humain, etc. Je ne vais pas rentrer dans ce débat philosophique puisque l'on prendrait des heures, mais pour être plus terre à terre sur cette délibération en particulier, cela rentre quand même dans la volonté d'améliorer l'action publique, de rendre un service le plus efficace possible.

Nous ce que l'on fait à travers cela, la Métropole du Grand Paris à son niveau a plus de moyens, regroupe quand même un certain nombre de villes, donc elle permet de prendre du recul, d'aller chercher des prestataires bien sûr qui répondent à des critères, notamment de respect de la vie privée, de la RGPD, etc., et surtout l'idée est d'aider les agents, à leur éviter, à diminuer les tâches chronophages et de faible valeur ajoutée. On est quand même

dans l'objectif, c'est une trame globale que l'on a depuis le début du mandat, d'amélioration de l'efficacité publique, de formation des agents, d'accompagnement des agents, et de leur donner des outils nécessaires pour améliorer l'action publique, tout en répondant aussi aux besoins des usagers qui sont aussi connectés. En face de nous, on a des usagers qui sont connectés, qui sont en attente d'avoir une action publique qui soit aussi dématérialisée, en partie. On ne remplace pas l'humain, la mairie a quand même son rôle d'avoir un être humain en face. On répond à tous les besoins, cela rentre dans ce cadre.

**M. le Maire :** Merci, Monsieur Chalbi, de recentrer le débat. Je ne remets absolument pas en cause cette délibération ô combien nécessaire bien sûr, parce que peu de collectivités peuvent seules s'approprier l'IA et y faire face. Donc, ce qui nous est demandé aujourd'hui c'est d'approuver, bien sûr, cette convention pour laquelle je suis pour puisque c'est une aide que nous apporte, comme tu l'as expliqué, la Métropole, parce que cela devient incontournable et il faut se l'approprier. Donc, c'est une aide que l'on va nous apporter parce qu'on ne peut pas être seul face à ce défi. Après l'aspect de l'avenir, effectivement, on peut... Danièle.

**Mme Gaulier :** Bonsoir. Écoutez, je suis assez satisfaite que l'on aborde cette question parce que, pour moi, l'intelligence artificielle c'est vraiment un vrai défi d'avenir, comme l'a été l'internet à la fin des années 90. Pour moi, c'est quelque chose même qu'il faudra élargir. Alors effectivement, il y a la question de la formation des agents dans une mairie, dans une collectivité, mais il y a aussi, à mon avis, la question d'organiser des formations pour les habitants parce qu'on en parle beaucoup, mais je suis sûre que beaucoup de gens ne savent pas exactement quels sont les tenants et les aboutissants de l'intelligence artificielle. À mon avis, c'est un grand sujet à développer.

**M. Chalbi :** Il y a déjà ce qu'il faut, si je peux me permettre de répondre. On a quand même mis en place des conseillers numériques, des médiateurs numériques qui sont là, qui sont à l'Hôtel de Ville, au service courrier, qui sont déployés à la médiathèque, de manière volante dans les centres sociaux, on a des associations Choisyennes aussi en complément qui font un formidable travail aussi sur l'accompagnement, la prise en main des outils numériques. On a aussi le CCAS qui fait cela auprès d'un public senior, la Maison des Femmes aussi. La Ville fait le nécessaire pour l'accompagnement des habitants, pour la prise en main des outils numériques, pour les démarches administratives qui sont malheureusement toutes dématérialisées maintenant, ce n'est pas forcément de notre fait. Il y a des ateliers, et l'IA rentre dans ce scope là aussi, finalement.

Mais déjà, j'ai envie de dire, déjà accompagnons les gens à faire leur démarche Pôle emploi, France Travail maintenant, de sécurité sociale, de démarche d'inscription pour ouvrir les droits à la retraite, etc. On a un vrai sujet à ce niveau-là déjà, avant tout, et après effectivement, ce sont des gens qui sont à un niveau plus avancé qui veulent aller sur l'IA, sur des problématiques éthiques, sur de la conservation des données, qui, finalement, stockent ces données ? On alimente l'IA avec des données personnelles, on ne sait pas où elles vont, on ne sait pas comment c'est utilisé, on ne sait pas où c'est stocké, dans quel pays. Voilà.

Mais vraiment, au niveau de la Ville, on essaie déjà d'améliorer l'efficacité du service public.

**M. le Maire :** On a mis des choses en place et cela va nous aider à passer à une vitesse supérieure.

Peut-être une dernière intervention s'il y en a, puis l'on passe au vote ? Non, je n'en vois pas. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci à vous.

*Vote de la délibération n°25 111*

Ont voté pour : 40

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRRANE El Arbi, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BOUGUEROUA Hamida, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, LEMOINE Nathalie, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n°25 111 est adoptée à l'unanimité.*

## **SÉCURITÉ — POLICE MUNICIPALE**

### **→ Convention de partenariat entre la commune de Choisy-le-Roi et KEOLIS IDF MOBILITÉS**

**M. le Maire :** Ensuite, nous passons... Il y a une intervention. Monsieur Guillaud-Bataille, excusez-moi.

**M. Guillaud-Bataille :** Ce n'est pas une intervention. C'est que les deux prochains points concernant des conventions qui font intervenir Île-de-France Mobilités, quoi que j'en pense par ailleurs, mais étant donné mon rôle de conseiller d'administration d'Île-De-France Mobilités, je dois me déporter, toutes les questions bizarres sur les conflits d'intérêts qui font que, y compris j'ai appris qu'un conseiller régional délégué par la Région dans le lycée n'a plus le droit de voter les subventions au lycée au Conseil régional parce qu'il est au conseil d'administration du lycée. Donc, pour qu'il n'y ait aucun problème pour les délibérations, quoi que je puisse en penser, je vais donc quitter la salle. Je souhaitais que ce soit bien noté au procès-verbal pour qu'il n'y ait pas de souci dans l'administration de la commune.

**M. le Maire :** C'est bien noté. Merci, Monsieur Guillaud-Bataille. Donc là, c'est une convention entre la commune et KEOLIS, ce qui nous permet, dans un but de sécurité, KEOLIS permet aux agents municipaux de pouvoir intervenir dans un wagon sur appel s'il y avait un problème lié à la sécurité. Voilà, c'est tout simple, cela existe dans de grosses villes et on l'a fait avec d'autres sociétés de transport.

Y a-t-il des interventions ? Madame Fourniaud, pardon.

**Mme Fourniaud :** J'attendais que vous m'appeliez par mon nom. Vous allez y arriver un jour, vous allez voir, cela va bien se passer. Je souhaitais prendre la parole pour expliquer notre vote, nous nous abstiendrons sur ce sujet.

Les deux conventions dont il s'agit, l'une renouvelée et l'autre nouvelle, soulignent combien les choses peuvent être un peu ubuesques sur le territoire quand l'effacement de l'État dans

ses missions régaliennes vient se conjuguer avec la privatisation forcenée du réseau de bus menée à la Région par Madame Pécresse.

Ici, il s'agit donc de mettre à disposition la police municipale de la Ville des opérateurs de transport privés en l'espèce, si nous avons bien compris, du groupe Keolis qui va exploiter non seulement le tramway, mais toutes les lignes de bus dont les dépôts sont situés à Ivry, Vitry, pour le 182, pour le 183, situé à Thiais et à Pompadour pour le TVM et le 103. On a relevé trois missions qui sont pointées dans les conventions. La première mission : prévention des actes délictuels, vente à la sauvette, vol, outrage sexiste. Deuxième mission : visibilité et présence rassurante auprès des usagers. Troisième mission : soutien aux équipes de la RATP dans leurs opérations de contrôle. Ces trois missions ne sont pas de même nature, vous en conviendrez. Si la première relève d'un accord sur l'espace partagé par la police municipale, les deux autres viennent clairement suppléer au désengagement de l'État, tant de ses missions de police nationale que de ses missions de police de transport. Et c'est sur ce point que nous ne sommes pas très d'accord. Est-ce que tu peux continuer ? Je ne me sens pas très bien. Je m'excuse, j'en suis là. Je vais sortir deux minutes, je vous prie de m'excuser.

**M. Balias** : Je n'ai pas relu, mais je vais prendre la suite du propos. Sous l'impulsion de la présidence de Région, les effectifs de la SUGE du GPSR stagnent depuis des années, amenant la Région à privilégier le recours à des agents de sécurité privée, à demander à des prestataires de passer contrat avec des sociétés de sécurité privée et à conventionner avec les villes disposant de police municipale, auxquelles s'ajouteront demain les brigades régionales de transport, d'IDFM.

Si certains pourront se satisfaire d'un tel déploiement de dispositifs et de ce qu'il est convenu d'appeler le continuum de sécurité en novlangue, ce bref exposé montre l'empilement de dispositifs et d'agents aux missions, employeurs, statuts, habilitations disparates, qui sont quand même à la fois une usine à gaz et un effacement nouveau de la puissance publique.

Après avoir contraint les villes à se doter de leur propre police municipale pour récupérer les missions qu'ils n'assuraient plus, voilà que l'on fait appel au privé pour remplacer les agents qu'on ne veut pas embaucher et former pour des missions particulières. Ainsi, les policiers municipaux vont donc accompagner des agents de filiales privées dans le contrôle des titres de transport. C'est le point le plus problématique. Accompagner la RATP en situation de monopole et dont les recettes reviennent à la fois dans les caisses d'IDFM et dans les caisses de l'État par le versement de dividendes à son seul actionnaire, pose un problème théorique et symbolique. Là, il s'agit d'accompagner des entreprises privées dans le recouvrement de leur action commerciale.

Voilà, le propos est un peu long, c'est effectivement pour cela que l'on s'abstiendra sur ce vote.

**M. le Maire** : Très bien, merci à vous. Je comprends vos remarques. S'il ne tenait qu'à moi, ou si l'État assumait pleinement cette mission régalienne, je m'associerais et au lieu de dépenser de l'argent pour la police municipale j'abonderai, par exemple, la maison de santé, ce serait plus facile, mais il en est ainsi.

Il ne vous échappe pas que l'une des premières préoccupations, même au niveau municipal, c'est la sécurité qui ressort de tous les sondages, et au vu de ce qui se passe, je ne vois pas comment, et les communes, quelles qu'elles soient, de droite, de gauche, du centre, peu importe, sont bien obligées de se rendre à l'évidence et de porter assistance à leurs concitoyens. Mais à chaque fois que je rencontre un sénateur ou un député, etc., je leur dis : *« quand allez-vous demander que la police municipale intègre la police nationale, que cela*



*dépende intégralement de l'État ? »* C'est une de leurs premières missions, sans le vivre ensemble, ce n'est pas possible. Je peux vous rejoindre sur ce que vous nous expliquez, bien sûr.

Pour ma part, je réponds à la demande des Choisyennes et des Choisyens qui ont besoin de sécurité, et notre Ville n'est pas ce qui peut se dire à l'extérieur, il fait bon vivre à Choisy-le-Roi. Il y a eu des faits qui ont agité l'actualité, mais qui n'ont rien à voir avec Choisy-le-Roi. Ça, ce sont malheureusement des faits qui auraient pu se produire n'importe où. Mais les Choisyennes, les Choisyens ne sont pas agressés, mais il y a du deal, il y a des incivilités, il y a des cambriolages, il y a des vols de voiture comme un peu partout et il faut bien l'endiguer. Pour l'instant, nous continuons à répondre à cette demande qui est nécessaire avec aussi le système de vidéos qui a permis de résoudre bien des problèmes en accord avec la police nationale.

Mais je maintiens que c'est une mission régaliennne et qu'il n'est pas normal que les communes s'emparent, effectivement ce n'est pas une compétence de la Ville. Mais je m'y sens obligé avec mes collègues et voilà, je ne peux qu'espérer. Il fut un temps où il y avait une gendarmerie à Choisy-le-Roi, où il y avait un commissariat qui était bien plus étoffé. Il fut un temps où j'étais ébahi par les bus à Paris avec plateforme. Vous savez, à cette époque-là, il y avait trois personnes dans le bus : il y avait le chauffeur, il y avait un contrôleur à l'avant et il y avait un contrôleur sur la plateforme arrière, dans les gares il y avait de l'humain. Il y avait le fameux contrôleur, le poinçonneur des Lilas.

**M. Balias** : C'est important. Comme quoi l'IA ne va pas tout remplacer.

**M. le Maire** : On ne sait pas.

**M. Balias** : Vous qui parliez effectivement du débat, ce n'est pas le débat de ce soir, mais comme quoi, effectivement, il faut mettre de l'humain, et je vois au moins une chose que vous partagez sur le désengagement de l'État sur des services régaliens. Bien évidemment, nos propos n'étaient pas sur le fait d'une sécurité pour tous, il n'était pas là dans nos propos en tout cas d'occulter ce sujet majeur.

**M. le Maire** : J'ai bien compris. Je me désolé de voir des caisses automatiques, plus personne dans les péages, plus personne dans les gares, et après on se dit il y a de la violence. Oui, il y a de la violence, puisque l'humain, on l'enlève partout. Voilà, mais c'est ainsi.

D'autres interventions ? On peut passer au vote. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? Madame Desprès, allez-y.

*Vote de la délibération n°25 112*

Ont voté pour : 33

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRrane EI Arbi, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BOUGUEROUA Hamida, LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 6 (DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, HUTIN Sébastien)

N'ont pas pris part au vote : 1 (GUILLAUD-BATAILLE Fabien)

*La délibération n°25 112 est adoptée.*

**Mme Desprès** : Autant sur la police municipale je suis totalement pour, autant dans les transports je suis très dubitative parce que c'est une société privée qui, pour l'instant, est dans les transports, alors que nous, c'est du personnel communal et je pense que l'alliance des deux peut être problématique. Donc, je suis très dubitative et c'est pour cette raison principale que je m'abstiendrai.

**M. le Maire** : Je comprends. Ali.

**M. Id Elouali** : Une petite et brève intervention parce que depuis tout à l'heure j'essayais de m'abstenir, mais je vais quand même être extrêmement court.

Le débat, il est complexe, mais en même temps, il peut se voir d'une manière assez simple. Ce qui est en jeu, là, c'est la sécurité des personnes. Ce n'est pas de l'idéologie. Je ne vous fais pas le procès d'être des idéologues, attention, mais je voudrais juste dire que l'on est face à une urgence : les incivilités, les agressions ne cessent d'augmenter, y compris dans le réseau du transport. Donc, quelle réponse peut-on apporter à une personne qui se fait agresser ? Si on lui dit : *« mais non, mais tu le sais, on ne peut pas venir à votre secours parce qu'on a refusé, on refuse d'intervenir sur l'espace privé »*. Je rappelle que la police municipale intervient déjà dans les espaces privés. Et qui demande ? Absolument, les autorisations. Une copro, par exemple, les AG d'une copro annuellement, le bailleur bien sûr aussi, renouvellent la demande des autorisations pour que la police municipale. Vous vous rendez compte qu'un Choisyen, par exemple, appelle la police municipale : *« allô, oui, mais vous êtes dans une copro, bah non, je ne sais pas, on ne va pas intervenir parce que, parce que... »*

J'entends le désengagement de l'État, mais par contre, moi, je ne comprends pas ce vote, que l'on vote contre ou même que l'on s'abstienne, parce que l'on peut bien sûr renvoyer l'État à ses responsabilités, mais la réponse, à mon avis, elle doit être encore une fois pragmatique. Voilà.

Moi, je voterai volontiers cette délibération, parce que ce qui est en jeu, c'est d'abord la vie des personnes. Je pense que vous étiez tous choqués par l'agression, la énième agression d'une jeune Brésilienne qui, la pauvre, était juste de passage et qui s'est fait agresser. Moi, j'ai été extrêmement choqué par cela. La réponse, ce ne serait pas, je ne veux pas rentrer dans le débat, Madame Fourniaud, sincèrement il se fait tard, non, mais je sais, je comprends, je souscris encore une fois pour anticiper, je souscris, l'engagement de l'État qui fait faillite à ces engagements, il n'y a aucun problème. Mais encore une fois sur cette question, ma réponse à moi, c'est d'abord d'être pragmatique, c'est d'abord éteindre le feu avant de chercher la cause. Parce que quand on se dit, qu'il y a le feu et que l'on continue à chercher la cause, on a tout faux, voilà.

**M. le Maire** : Merci, Monsieur Id Elouali. Monsieur Kristian Bolle-Dalliah a demandé la parole, et il est adjoint aux transports.

Une information quand même que j'ai omis de vous donner la semaine dernière : grâce à ce type de convention, la police municipale a pu intervenir dans le tramway et intercepter un papa qui avait pris sans autorisation un enfant. Je vous donnerai les éléments. C'était son fils ou c'était son beau-fils ? C'était son beau-fils. Bien sûr, c'était un enlèvement, puisqu'il

n'avait pas autorité et c'est pour cela que l'alerte a été donnée et que la police municipale a pu intervenir, avec la Nationale, on travaille sur ces points là en collaboration.

Je voudrais aussi que ce soit avec Valophis ou de nombreux syndicats, nous avons l'autorisation d'intervenir dans les halls d'immeubles. Ces conventions, cela permet de résoudre bien avant l'arrivée, malheureusement, de la police nationale qui fait ce qu'elle peut avec les moyens qu'on lui donne. Heureusement que nous avons ce type de convention, il y a de nombreuses personnes habitants des résidences privées ou de bailleurs sociaux qui peuvent témoigner de l'efficacité de notre police municipale grâce aux conventions qui sont signées comme cela.

Après, je le redis sur le fond, je souhaiterais, bien sûr, on le souhaiterait tous, cela nous ferait des économies consacrées à autre chose, que l'État se rappelle que c'est une de ses missions premières, comme l'éducation.

Monsieur Bolle.

**M. Bolle-Dalliah** : Merci, Monsieur le Maire. Je voulais juste faire le petit complément, parce qu'on entend parler de secteur privé, secteur public, et ce serait la difficulté pour faire intervenir nos agents. KEOLIS est une société qui intervient par délégation d'Île-De-France Mobilités. Île-de-France Mobilités, c'est quoi ? C'est un établissement public à caractère administratif, donc c'est exactement la même problématique qu'une DSP, on rejoint le public parce que c'est Ile-de-France Mobilités qui conventionne, et à travers lui, là, la société Keolis, et c'est sur la délibération d'après la RATP qui est un autre établissement public. Donc, cette problématique de vouloir opposer l'utilisation privée de ces sociétés dans le cas de l'utilisation de nos agents, c'est simplement un paradoxe pour trouver une excuse à ne pas voter effectivement cette délibération. Je rappelle : c'est Ile-de-France Mobilités, qui est une instance publique, qui est organisatrice du transport en Île-de-France et qui conventionne avec la Ville sur l'utilisation de ses agents. C'est le pur fait et c'est écrit au tout début des conventions.

**M. le Maire** : Allez-y, Madame Desprès.

**Mme Desprès** : Je suis désolée, Monsieur, vous n'avez pas à me donner de leçon, et d'une.

**M. Bolle-Dalliah** : Et vous n'avez pas à me crier dessus parce que mon propos n'était pas sur le fond, c'était un fait.

**M. le Maire** : S'il vous plaît.

**Mme Desprès** : Je réitère ce que j'ai dit. Il y en a qui sont fonctionnaires et il y en a d'autres qui ne sont pas fonctionnaires. Moi, je connais très bien le statut des fonctionnaires, j'ai l'habitude de travailler, je le redis, au centre de gestion, et je sais que cela pose problème entre...

**M. Bolle-Dalliah** : Madame, je suis moi-même fonctionnaire, vous n'allez pas m'apprendre ce que c'est qu'un fonctionnaire. Merci pour les leçons.

**M. le Maire** : Écoutez, moi je suis... S'il vous plaît. Je respecte votre avis, etc., il a son avis. C'est vrai qu'on en a parlé tout à l'heure pour d'autres sujets, libéraux-privés. Moi, je suis ravi de la tenue de ce Conseil municipal très constructif. Restons-en là, voilà, et respectons-nous les uns les autres. Après, je comprends la réaction de Monsieur Bolle qui est fonctionnaire. Monsieur Bolle est fonctionnaire donc il sait aussi de quoi il parle. Mais bon, chacun a son avis.

**M. le Maire** : Pardon ? Absolument, bien sûr, mais bien sûr. Mais de toute façon, sur le fond, nous sommes tous d'accord que la sécurité quand même, le vivre ensemble, c'est indispensable et je crois que l'on signerait tous d'une seule main si l'État redonnait les moyens qui ont existé par le passé. Il n'y a pas de souci, on est tous d'accord là-dessus.

Je ne sais pas, on n'a pas voté ? Est-ce que l'on peut voter ? Ah, on a voté. D'accord.

**→ Renouvellement de la convention de partenariat entre la commune de Choisy-le-Roi et la RATP**

**M. le Maire** : Le point n°2 avec la RATP, c'est la même chose. On ne l'a pas voté celui-là ? Pour la RATP, ce sont les mêmes discussions, c'est le même sujet. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? Bien sûr. Mêmes abstentions que pour le vote précédent.

*Vote de la délibération n°25 113*

Ont voté pour : 33

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BOUGUEROUA Hamida, LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 6 (DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, HUTIN Sébastien)

N'ont pas pris part au vote : 1 (GUILLAUD-BATAILLE Fabien)

*La délibération n°25 113 est adoptée.*

**M. le Maire** : Alors, Monsieur Guillaud-Bataille, je pense qu'il suit son groupe.

**Un intervenant** : Non, il peut revenir.

**M. le Maire** : Depuis le temps ! Oui, mais qu'est-ce qu'il fait là, il regarde la télé ? Oui, on l'a oublié. Il ne peut pas voter, mais là il peut revenir. Vous pouvez revenir. C'est vrai que les deux concernaient... Monsieur Guillaud-Bataille, il y a eu des avis sur le fond, la forme et voilà, on a fini, tout s'est bien passé.

## **SPORTS**

**→ Répartition du solde des subventions aux associations sportives -Année 2025**

**M. le Maire** : Le point suivant, c'est le sport. Je donne la parole à l'excellent Henrique Marques, sportif dans l'âme.

**M. Marques** : Merci, Monsieur le Maire, chers collègues. Quelques dossiers incomplets ou bien arrivés tardivement ne permettaient pas de statuer lors d'un précédent Conseil municipal. Les clubs concernés ce soir par la répartition des subventions connaissent une augmentation du nombre d'adhésions assez important : 800 licenciés à l'ASCR club de football, environ 130 pour Desport Jiu-jitsu brésilien, et la Family Sports qui propose du multiactivité éveil initiation à des enfants âgés de 3 à 10, 11 ans, ces deux derniers clubs disposant de nombreux diplômés d'État dans leur encadrement.

La section sportive Wakeboard du Collège Jules Vallès, lancée en septembre 2023, concerne chaque année 20 élèves de troisième et de quatrième, lesquels s'entraînent le mercredi matin de 10 h à 13 h au Kable situé Plaine nord. Des élèves de cinquième bénéficient également d'une initiation avec les quatrièmes et les troisièmes.

Deux sportives Choisyennes mettent tout en œuvre pour prendre part aux prochains Jeux olympiques. Au waterpolo, ce serait la deuxième participation pour Camélia Bouloukbatchi et en taekwondo, ce serait la première pour Lyhana Langouste Assoumaya, potentiel numéro un française de la discipline et qui se prépare à l'INSEP. De leur côté, les trois sœurs de la famille Bornet-Durand ont poursuivi leur progression en équitation cette année. Élodie, qui est l'aînée, atteint régulièrement les podiums nationaux en dressage et en saut d'obstacle. Enfin, le jeune Matyss Lounys Mahdaoui-Cailler, joueur de waterpolo âgé de 14 ans et qui vient d'intégrer l'INSEP, bénéficiera également du soutien de la Ville si vous approuvez la délibération qui vous est proposée ce soir. Je vous remercie.

**M. le Maire** : Merci, Monsieur Marques. J'en profite pour remercier Monsieur Marques, parce que vu le nombre de clubs, de licenciés, de nombreux m'ont félicité. Je me permets publiquement de te transmettre les félicitations des nombreux clubs qui m'ont interpellé sur le suivi de chaque club et des adhérents que tu maîtrises parfaitement et avec beaucoup de discrétion et de modestie. Donc, merci.

Merci aussi à l'ensemble du Conseil municipal et de mes adjoints. On arrive presque en fin d'une mandature, une mandature dont beaucoup disent qu'elle est unique sous la 5e République, certainement une des plus difficiles. Je me félicite d'avoir passé les obstacles un par un qui se sont dressés devant nous, il y en a eu, et de rester quand même dans l'unité pour l'intérêt général malgré les souhaits des uns et des autres qui sont bien légitimes en démocratie.

S'il y a des interventions sur ce point sur le sport, je ne pense pas. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

*Vote de la délibération n°25 114*

Ont voté pour : 40

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRrane EI Arbi, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BOUGUEROUA Hamida, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, LEMOINE Nathalie, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n°25 114 est adoptée à l'unanimité.*

## **ADMINISTRATION GÉNÉRALE**

### **→ Adhésion au SIFUREP de la commune de Neuilly-Plaisance (93)**

**M. le Maire :** La parole à Monsieur Vasco Coelho, adhésion de la commune de Neuilly-Plaisance au SIFUREP.

**M. Coelho :** Merci, Monsieur le Maire. Chers collègues, comme vous l'avez compris, la commune de Neuilly-Plaisance a demandé son adhésion au SIFUREP par la délibération en date du 11 décembre 2024. Lors de la séance du 17 juin 2025 à laquelle j'étais présent, le comité syndical du SIFUREP a approuvé cette adhésion à l'unanimité. Conformément à la disposition du Code général des collectivités territoriales, la délibération du SIFUREP est notifiée à chacune de ses collectivités adhérentes qui disposent d'un délai de trois mois à compter de la réception de la circulaire numéro 2025-5. Nous, à Choisy, le courrier a été reçu le 17 octobre 2025 pour que nous puissions nous prononcer sur l'adhésion de cette nouvelle commune. Ainsi, chers collègues, Monsieur le Maire, on nous demande d'approuver l'adhésion de la commune de Neuilly-Plaisance au SIFUREP.

**M. le Maire :** Merci, Monsieur Coelho. Rien que de très classique, et un respect de la volonté des communes. Je crois que je peux passer au vote, à moins qu'il y ait une intervention. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

*Vote de la délibération n°25 115*

Ont voté pour : 40

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE EI Arbi, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BOUGUEROUA Hamida, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, LEMOINE Nathalie, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n° 20 est adoptée à l'unanimité.*

### **→ Compte-rendu des décisions L-2122-22 du Code général des collectivités territoriales**

**M. le Maire :** Merci de cette excellente tenue. Il y a aussi quand même le compte-rendu des décisions L-2122-22. Est-ce que sur ces décisions, il y a des interventions ? Il n'y en a pas.

*Délibération n° 25 116 Dont Acte*

**M. le Maire** : Merci de la tenue de cet excellent Conseil municipal. Bonne soirée à vous toutes et à vous tous.

*La séance est levée à 21 h 10.*